

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
octobre 1983

REVUE TRIMESTRIELLE D'ÉTUDES ROYALISTES — N° 18 — 12 FRANCS



- Le bicentenaire de la Révolution française et l'Exposition universelle —
- Livre de presse de «Ch. Maurras, l'Action française et la question sociale» —
- Les projets d'édition de la N.A.R. — Nouvelles du royalisme à travers le monde —
 - Document : quand la N.A.R. inventait «la nouvelle citoyenneté» —
 - Sur Gérard Leclerc et Charles Maurras (suite) —
- En cadeau dans ce numéro : LE GADGET SURPRISE du «Lys Rouge» —

De la page 11 à la page 13 :

LE LIVRE DE PRESSE DU DERNIER LIVRE DE BERTRAND RENOUVIN

Avec cet article de «Rivarol» que l'on nous communique au moment de mettre sous presse, vous aurez dans ce numéro du «Lys Rouge», tous les articles parus sur ce livre, du moins à notre connaissance. Si vous avez lu autre chose à ce sujet, merci de nous le faire savoir.

29 juillet 1983 — RIVAROL

ANTOINE DE RIVAROL CONTRE « L'HOMME A ARGENT »

Présentant dans *Le Monde*, sous le titre « Un anticapitalisme de droite », le livre de Bertrand Renouvin « Charles Maurras et la question sociale » (Edit. Le Lys rouge), M. Gilbert Comte évoque l'hostilité logique du royalisme de droit divin à l'égard de « la finance, rivale ou usurpatrice du pouvoir traditionnel ». Et il rappelle à ce propos l'avertissement solennel lancé par notre patron Antoine de Rivarol, à l'heure où la monarchie s'écroulait :

« La faveur que le gouvernement accorde aux sujets doit toujours être en raison inverse de la mobilité de leurs richesses. Ainsi celui qu'on doit favoriser le plus, c'est le laboureur... Je mets au dernier rang l'homme à argent, qui, tel qu'un magicien, peut d'un trait de plume transporter sa fortune au bout du monde : et qui, n'agitant jamais que des signes, se dérobe également à la nature et



à la société... Cette maxime est fondamentale, et on peut toujours juger un ministre d'après elle. »

M. Gilbert Comte insiste plus loin sur les rapports cordiaux qui s'établirent entre camelots du Roi et syndicalistes révolutionnaires (dans les premières années de ce siècle, lorsque le gouvernement de la République les avait incarcérés dans des cellules voisines, en escomptant une cohabitation oregeuse. C'est le contraire qui se produisit.

N'oublions pas, dans ce « contexte historique », le bout de chemin que Charles Maurras et Georges Sorel firent ensemble, avant de diverger à nouveau.

Après la dernière page :

LE «GADGET DU LYS ROUGE»

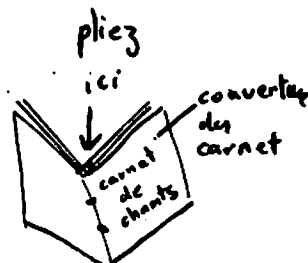
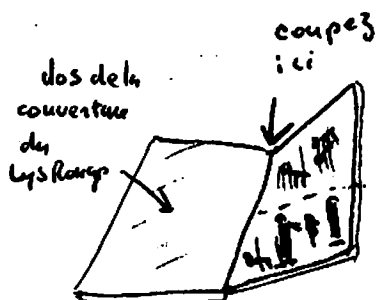
UN NOUVEAU CARNET DE CHANTS

A la fin de ce numéro, vous trouverez le carnet de chants réalisé pour la session des Aubiers de septembre 1983. Nous n'avons aucune prétention en réalisant ce petit opuscule qui ne sera d'ailleurs pas mis en vente.

Détachez le carnet du «Lys Rouge», en glissant un couteau bien aiguisé entre la couverture rouge et la page centrale du carnet, en coupant la colle de la reliure d'un geste rapide. Pliez le carnet de chants par son milieu et fixez les pages entre elles au moyen d'une agrafe ou avec une grosse aiguille et un fil de laine que vous nouerez.

Pourquoi ce Carnet ?

De carnets de chants il n'y eut dans notre mouvement que le numéro 1, au tout début, suivi - en 1975 - par un «Recueil de chants d'expression populaire». Le premier servit un peu dans les «camps» ou sessions, le deuxième jamais. La N.A.R. n'est pas une communauté d'anciens scouts. Elle n'a pas de folklore, parce que c'est un mouvement sérieux. Cela est sans doute tout à son honneur. Oui, mais certains soirs de session, les mauvaises plaisanteries fusent... et lassent. Pour un peu on regretterait le temps des anciennes veillées et des chants : nostalgie ! Oui, finalement pourquoi ne pas réapprendre ces chants qui firent la joie de générations de royalistes ? Depuis des années Josy Mirabello et Jacques Beaume le répétaient. Cet été Josy a décidé que les Aubiers 1983 serait la session du renouveau des veillées chantées. Elle a choisi les chansons qui composent ce carnet. Elisabeth Tandeau de Marsac a décrypté la musique du fameux disque de Catherine Garret. Tout est prêt pour peu que vous y mettiez un peu du vôtre avec simplicité, sans fausse honte, avec gentillesse et indulgence, pour une interminable et mémorable soirée.



LYS ROUGE : CARNET DE CHANTS

EDITORIAL

LA BATAILLE DU BI-CENTENAIRE AURA-T-ELLE LIEU ?

L'Exposition Universelle de 1989 c'est terminé ! Le principe d'une telle exposition ne m'avait jamais séduit. Retrouver le clinquant international des pavillons de carton-pâte des Expos d'antan ne me faisait pas rêver. L'esprit badaud m'aurait de toute manière manqué. Trompe l'œil, poudre aux yeux et grands discours ne feront jamais une politique très impressionnante. En revanche un vilain esprit critique se serait sûrement emparé de moi devant les scandales presque obligatoires que de fabuleux marchés pour rien (investissements non productifs, constructions faites pour durer quelques mois, prestations de services invérifiables ...) entraînent. On ne m'ôtera pas de l'idée que si la droite et la gauche se sont entendues pour torpiller le projet c'est entre autres parce que les «commissionnés» de toutes sortes ne voyaient ni comment s'approprier la totalité du gâteau , ni comment se le partager discrètement. Je n'insiste pas là-dessus, parce qu'on m'a déjà dit qu'avoir été un temps fonctionnaire dans un service Urbanisme ne m'autorisait pas à dire des choses désagréables sous le prétexte qu'elles sont vraies.

Enfin, le plus beau dans cette heureuse nouvelle que nous offrit le mois de juillet, ce fut la rage de quelques «révolutionnaires». «Le Matin» nous a donné quelques bons spécimens de ce que nous aurons à endurer pendant cinq ans, jusqu'à ce fameux bi-centenaire. Lisez, mais lisez donc l'article de Didier Buffin (reproduit dans les pages suivantes). «Certains vont même jusqu'à affirmer que la Révolution a gravement retardé le développement économique de la France». Ce ne sont pas «certains», ce sont des chiffres certains qui parlent pour des domaines aussi importants que la marine marchande, la production de textile, de métaux (en comparaison avec la Grande-Bretagne). Sur «Le Figaro» et Thierry Maulnier, comment résister au plaisir d'étonner D. Buffin en lui apprenant que l'un et l'autre ont été monarchistes à un moment de leur vie...? Continuons la lecture : «Faudra-t-il brûler la Déclaration des droits ?», mais non, inutile, puisque c'est cette chère Convention qui s'est chargée de faire briser par le bourreau (O délice de la mise en scène révolutionnaire) les tables de la dite Déclaration. Mais Didier Buffin ne sait rien sur la Révolution et ne veut rien savoir, ce qui compte pour lui c'est le débat droite/gauche. Que Thierry Maulnier ait raison ou tort sur la prise de la Bastille ne fait ni chaud ni froid à M. Buffin pour qui - dans ce cas précis du moins - vérité ou mensonge sont des concepts vides de sens. Qu'est-ce que le gouvernement de la gauche d'aujourd'hui aura à gagner à une falsification de l'histoire, c'est la question que je me pose naïvement, ayant pour ma part voté François Mitterrand en 1981 ? L'«acquis de la Révolution» doit-il nous permettre de gagner la bataille du commerce extérieur (mais c'est peut-être bien ce que s'imaginaient les organisateurs de l'exposition universelle !!!) ? Faire taire MM. Furet et Dispot, ou les Girault de Coursac sauvera-t-il la gauche aux prochaines législatives ? C'est ce que semble suggérer le journa-

liste du «Matin» dans son raisonnement par assimilations (abusives) qui lui permet de partir de Louis XVI pour arriver à F. Mitterrand, on se demande encore comment... A partir de ce moment il délire et tout y passe : les maisons de la culture, Allende (du syndrome du même nom)... et la nécessité de relancer le débat idéologique !!! Didier Buffin croit-il ainsi répondre à l'appel à l'unité nationale du président de la République ? Tous les gens de gauche sont-ils aussi acharnés à faire capoter la gauche au pouvoir par sectarisme et bêtise ?

Revenons à ce que devait être la «Fête de la Révolution» dans le cadre de l'Exposition universelle. Mme Reberieux nous raconte le «Chemin de la liberté». La carte jointe nous permet de constater qu'il commence «Place de la nation : 1ère guillotine», en passant par la prise de la Bastille un certain 14 avril 1789 (c'est plus qu'une coquille pour des gens qui s'ingénient à refaire l'histoire). La dernière partie de l'interview est ambiguë. Il semble que l'annulation de l'Exposition universelle changera l'esprit de la commémoration (c'est ce qu'indique le «DEJA pour l'exposition j'étais pour...») Il est difficile de savoir ce que Mme Reberieux veut dire par «l'exposition aurait raté sa dimension idéologique si elle avait voulu imposer une vision». Dans la bonne logique sectaire de Didier Buffin, c'est si elle admet la contestation que la commémoration rate. Pour Mme Reberieux, c'est, semble-t-il, le contraire. En ce qui nous concerne nous ne pouvons qu'approuver cette dernière prise de position. Et si on s'achemine vraiment vers une commémoration grandiose... de la contestation nous sommes prêts à en fournir. Comme le disait Gérard Leclerc dans «Royaliste», le 25 novembre dernier, «Le peuple français sera-t-il soumis à une nouvelle mise en scène qui ne ferait que reproduire les mensonges savamment construits il y a deux siècles ? Nous espérons qu'on réfléchira à deux fois avant de célébrer ces anniversaires d'événements qui pèsent lourd sur la conscience de la nation. Si ces heures d'évocation pouvaient servir à une recherche commune de la vérité ! Il faudra jeter toutes nos forces dans cette œuvre de salut public.» C'est bien ce à quoi nous invite Mme Reberieux, non ?

En tout cas, pour nous, royalistes de la NAR, cela implique que le plan d'action en 3 ans visant les législatives, soit doublé d'un plan en cinq ou six ans visant la commémoration de 89. Cela n'aura que des avantages pour notre propagande comme pour notre unité interne. Encore faut-il attendre que la gauche déclenche sérieusement les hostilités, car il vaudrait mieux, pour le pays, que des polémiques trop vives ne viennent pas gêner tout effort de redressement économique (il y a un lien très direct entre la qualité du consensus et le dynamisme économique d'un pays, tout l'indique). Cela nous laisse encore quelques mois pour réfléchir aux nouveaux moyens dont nous devons nous doter pour la grande bataille idéologique que les Buffins et consorts appellent, avec beaucoup d'inconscience, de leur vœux.

Frédéric AIMARD

APRES L'EXPOSITION UNIVERSELLE

FAUT-IL ANNULER LA PRISE DE LA BASTILLE ?

Depuis l'annulation de l'Expo de 1989, les éditorialistes de droite s'en donnent à cœur joie. Ils remettent en question la manière dont la République célèbre les événements de 89. Certains vont même jusqu'à affirmer que la Révolution a gravement retardé le développement économique de la France.

LA prise de la Bastille en 1789 est un « mythe » ; Thierry Maulnier, membre de l'honorable Académie française, l'a affirmé hier dans l'éditorial du *Figaro*. C'est à n'y rien comprendre. Ce quotidien qui a derrière lui une incontestable tradition libérale, qui s'est, on ne peut plus, fait l'interprète d'une philosophie giscardienne, disant puiser ses sources dans le Siècle des lumières et son enthousiasme dans le *Chant du départ* qui guida au combat les soldats de l'an II, piétine aujourd'hui une période de l'Histoire de France dont toute notre culture contemporaine est imprégnée. Après avoir annulé l'exposition universelle, faudra-t-il annuler la prise de la Bastille ? Faudra-t-il brûler la Déclaration des droits ?

Thierry Maulnier écrit sans retenue : « Ce n'est pas la prise de la Bastille, prison presque désaffectée et mal défendue dont, après une journée d'émeute comparable à beaucoup d'autres émeutes de l'histoire parisienne, la tête du gouverneur s'est promenade au

bout d'un pique, qui mérite d'être commémorée, le véritable tournant de l'Histoire avait été, un peu plus de dix ans plus tôt, l'invention par Watt de la machine à vapeur. »

Après tout Thierry Maulnier a le droit de penser ce qu'il désire, et de l'écrire. L'important est ce que son écrit révèle. Il s'inscrit dans une bataille culturelle gauche-droite qui va bien au-delà des péripéties de l'exposition universelle. On ne peut nier qu'aujourd'hui il existe un courant naissant à droite visant à remettre en question l'actif de la Révolution française.

Avant hier, sur un registre voisin, Jean Boissonnat dans sa chronique sur Europe 1 se demandait si l'Histoire n'a pas transfiguré la Révolution de 1989. Il ajoutait, évoquant le dossier de l'exposition universelle : « Le paradoxe de ces expositions à la gloire de la révolution industrielle, couplées avec ces cérémonies à la gloire d'une révolution politique, c'est qu'il nous dissimule peut-être l'essentiel, à savoir que la révolution politique nous fait manquer le départ de la révolution industrielle. »

Et se livrant à une comparaison avec les Anglais, qui eux entamaient alors leur révolution industrielle : « A nous la gloire. A eux le profit. Cinq-vingt ans plus tard, l'Angleterre comptera dix fois plus de machines à vapeur que la France. Il nous faudra un siècle pour combler ce handicap. »

Si les révolutionnaires n'avaient pas coupé la tête de Louis XVI, nous aurions donc réalisé plus tôt notre révolution industrielle, ce qui équivaut à nier totalement que le germe de la révolution politique était contenu dans la nature centralisatrice et décadente de la monarchie française.

On pourrait continuer. Si le cartel de gauche ne l'avait pas emporté en 1924, le nazisme ne se serait pas développé en Allemagne, si le Front populaire n'avait pas triomphé en 1936, la France n'aurait pas perdu la guerre, si François Mitterrand ne l'avait pas emporté en 1981, la crise aurait épargné la France, y aurait-elle mieux fait face ? Cela sans même se demander pourquoi les Français ont décidé il y a deux ans de procéder à un changement aussi net ? N'était-ce point entre autres choses parce qu'ils étaient convaincus que la droite était devenue incapable de suivre l'évolution occidentale en matières économique et sociale ? Qu'a fait

d'ailleurs la gauche sur le point précis du droit des travailleurs dans l'entreprise, une d'aligner la France sur son partenaire allemand ? Et lui-même n'était-il pas convaincu de l'urgence de certaines réformes qu'il se montrait incapable de promouvoir ?

Tout cela apparaît peut-être comme un stérile débat d'école. Le gouvernement fait pourtant preuve d'une certaine inquiétude. Pour la première fois depuis longtemps, la droite s'attaque sans vergogne à des symboles considérés jusqu'à présent intouchables, elle craint la montée d'une réaction culturelle contre laquelle la masse des Français mais surtout les milieux intellectuels n'opposent pour l'instant que l'indifférence.

Les socialistes citent ainsi à titre d'exemple la pratique consistant à débaptiser dans les mairies de gauche, reprises par la droite aux dernières municipales, les rues portant le nom de Salvador Allende, président constitutionnellement élu et renversé par un coup d'Etat militaire et tué à son poste. Ne parlons pas de l'étranglement des maisons de la culture. Contre ce noyau dur de la droite, les socialistes veulent opposer une contre-offensive politique, relancer le débat idéologique, au risque de paraître sur la défensive.

Didier Buffin

CE QUE POURRAIT ETRE LA FETE DE LA REVOLUTION

1989 était aussi l'occasion de commémorer le bicentenaire de la Révolution française. L'exposition est annulée mais on va organiser autour de ce qui était son thème central, « les Chemins de la liberté », une série de manifestations à travers toute la France. Madeleine Reberieux, membre de la commission d'études de l'exposition, et vice-présidente du musée d'Orsay, brosse les grands traits de ce que pouvait être la grande fête de la Révolution.

LE MATIN. — L'annulation de l'exposition universelle en 1989 n'est-elle pas dommageable pour la commémoration du bicentenaire de la Révolution française qui coïncidait avec elle ?

MADELEINE REBERIEUX. — Par le biais du thème choisi, « les Chemins de la liberté », le bicentenaire de la Révolution était effectivement étroitement associé dès le départ à l'Exposition universelle de 1989. Il lui donnait sa connotation idéologique et justifiait de son rayonnement international.

Un parcours des sites historiques, évoquant la Révolution et bordant la Seine, avait ainsi été prévu. Nous avions établi un plan des grandes étapes de ces « Chemins de la liberté », de la Révolution française à la décolonisation et à la défense des droits de l'homme — allant des Lumières et de l'abolition de l'esclavage, aux mouvements d'indépendance nationale, la naissance du mouvement ouvrier, la « libération » des femmes —, sans savoir encore exactement où ni comment elles seraient évoquées.

Mais sa déconnexion aujourd'hui n'est pas forcément un mal : elle va permettre sa décentralisation, alors que l'exposition allait concentrer cette commémoration sur Paris ; des initiatives vont pouvoir être prises aussi dans les régions.

Une mission spécifique avait été confiée par le président de la République à Claude Manceron, on a aussi parlé d'un opéra commandé par l'Opéra de Paris : où en sont les préparatifs ?

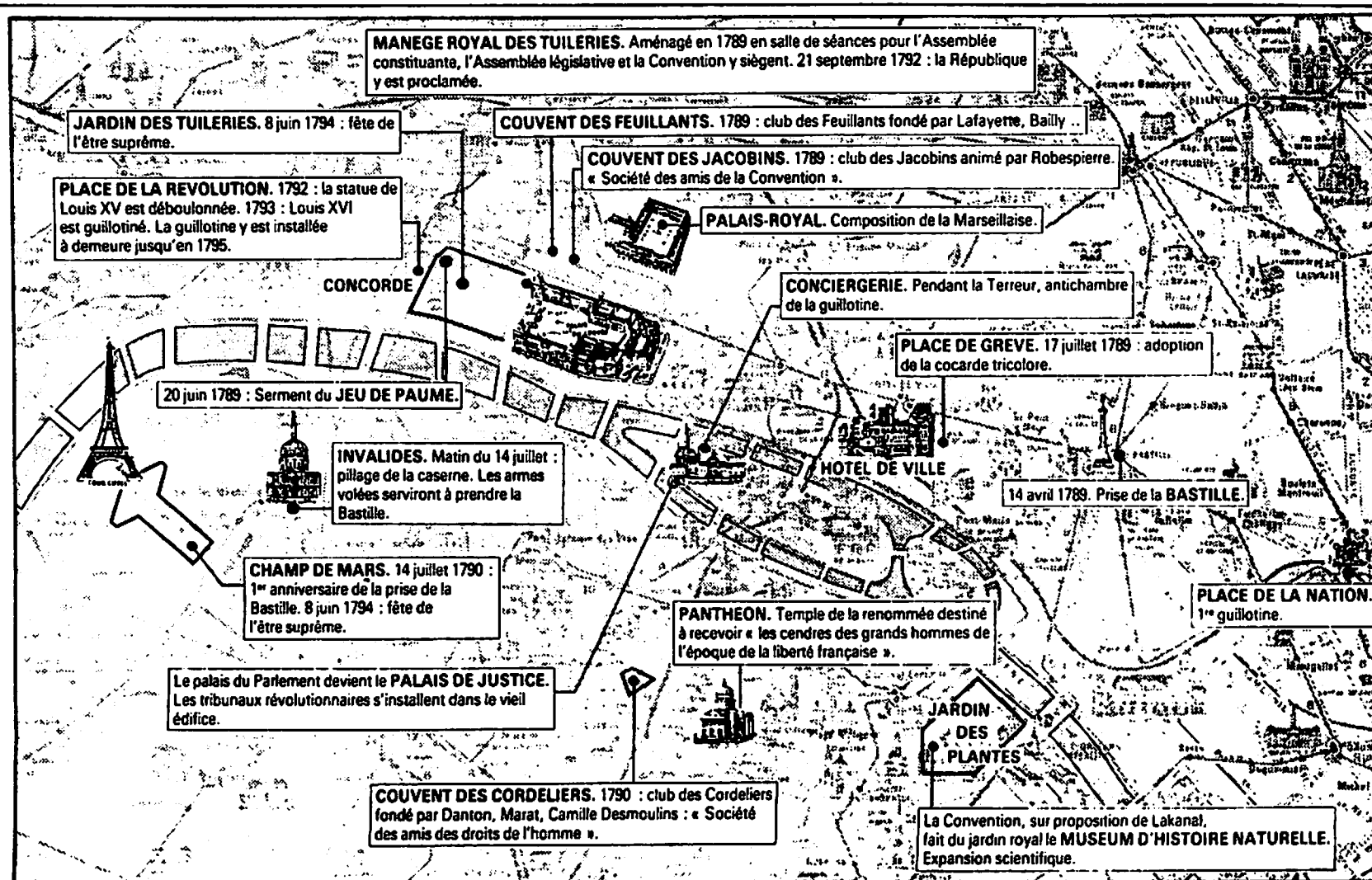
Un comité du bicentenaire sera sans doute créé, mais c'est une manifestation nationale qui requiert une mobilisation moindre qu'une exposition universelle. Elle peut être montée en trois ou quatre ans. Les principaux travaux se situent pour l'instant surtout au niveau de la Recherche. Une mission a été confiée par le ministère de la recherche, à l'initiative de Jean-Pierre Chevènement, à Michel Vovelle, qui a rendu son rapport en juillet 1982. A la suite de quoi s'est constitué un comité scientifique, dans le cadre du CNRS, présidé par Ernest Labrousse.

Ce rapport, par la rénovation complète qu'il montre des approches de la Révolution française, présage des innovations que pourra représenter ce bicentenaire. Car après avoir englobé la dimension régionale — ça a été tout le travail de Jaurès avec son *Histoire économique et sociale de la Révolution française* et la mise en place au Parlement, en 1903, d'une commission qui a commencé à faire publier les cahiers des états généraux —, elle reçoit aujourd'hui sa dimension internationale. Et ce sera cela la grande nouveauté. Les Etats-Unis, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi l'Allemagne de l'Est, l'URSS et, depuis une quinzaine d'années, le Japon se passionnent pour elle.

Plus qu'un palliatif, le bicentenaire va donc pouvoir prendre toute son ampleur.

Il ne pouvait de toute façon pas être fait dans le même esprit. Déjà pour l'exposition, j'étais pour que ce ne soit pas un lieu de consensus, mais un lieu de débats. Elle aurait raté, à mon sens, sa dimension idéologique si elle avait voulu imposer une vision. Il faut donc accepter que la Révolution française soit mise en question, et pas seulement par les savants, mais dans les milieux populaires ; que ce bicentenaire soit l'occasion de débats comme le film de Wajda a pu en susciter — pour Danton ou pour Robespierre ?

Propos recueillis par
Jean-Paul Morel



Francis NALLIER-le Matin

De la Bastille aux Tuileries, l'Exposition universelle devait proposer aux visiteurs un parcours des principaux sites évoquant la Révolution française

Le livre de Bertrand Renouvin sur Maurras et la question sociale est un bon succès commercial. Le public «interne» a d'abord peu réagi, pensant - à tort - qu'il ne s'agissait que d'une simple réédition de la thèse déjà publiée par l'IPN il y a quelques années. Mais un public extérieur s'est manifesté, une librairie parisienne en est à son quarantième volume acheté (en plusieurs fois, ce qui prouve que ce livre peut se vendre et bien), des commandes non négligeables nous viennent d'Angleterre, d'Allemagne, du Japon (!) La presse n'a pas beaucoup réagi, mais tous les articles reconnaissent la grande qualité du travail et la qualité d'écriture. L'article de Gilbert Comte, avec qui nous avons eu des mots dans le passé, a déterminé une reprise des ventes cet été, et on constate que la curiosité du public interne se réveille. Tout cela nous permet d'envisager l'édition de nouveaux livres. Après celui d'Olivier Lespès - qui pourrait sortir en décembre 1983 - nous avons programmé un livre de Fessard de Foucault. Et bien d'autres projets sont entamés. Nous vous tiendrons au courant.

Charles Maurras et la question politique*

par Pierre BECAT

UN peu avant les élections de 1928, Charles Maurras me fit appeler et me dit :

— Pourriez-vous rédiger une brochure ou un petit livre de propagande à distribuer avant le scrutin ? J'en ai confié le projet à X et nous n'en sortons pas.

— L'écrire, j'en aurai le temps, lui répondis-je. Mais il faudra l'éditer !

— Allez, trancha Maurras, faites le nécessaire. De mon côté, je vais commencer un travail dès demain.

En effet, dès le lendemain, dans *l'Action Française*, Maurras improvisa une série d'excellents articles de propagande, réunis par la suite en brochure, et intitulés « *Pour en sortir* » — puisque nous n'en sortions pas.

Pour ma part, j'écrivis *La Légende du Peuple-roi*, que Gonzague Truc emporta vite chez l'éditeur Bossard, lequel, pressé par son lecteur, fit imprimer rapidement l'ouvrage par une maison qui n'était pas des nôtres, d'où peut-être les fautes d'impression qu'on y relève. Néanmoins, Maurras fut très satisfait et le livre s'enleva rapidement. Malheureusement, il avait vu le jour trop tard : il était sorti de presse l'avant-veille des élections du dimanche noir du mois de mai.

Si ce lointain souvenir me revient à l'esprit, c'est à cause du livre que vient de publier, à la veille des élections municipales, Bertrand Renouvin, captivé par l'importance des idées sociales de Maurras (1). Certes, nous sommes tous familiarisés avec Saint-Simon, Fournier, Cabet, Considérant, Proudhon, Sorel, etc., et surtout Marx sur qui l'on écrit encore tant d'inexactitudes. Mais il ne se trouve pas un auteur qui ait exposé des idées sociales aussi justes et avec autant de maîtrise que Maurras lui-même.

Cependant, il reste l'écrivain le plus abominablement calomnié de son temps. Il était anti-germaniste *intrus et incute*, comme dit Horace. Et on l'a condamné à mourir en prison pour collaboration. On l'a extrait agonisant de sa cellule pour le voir expirer sur un lit d'hôpital. Et dire qu'un jour j'ai recueilli de sa bouche, au cours d'un entretien : « Je sais bien que les Allemands ne marchent pas à quatre pattes ; je connais leurs auteurs, leur civilisation. Mais j'ai tellement redouté pour la France la philosophie d'outre-Rhin que j'ai eu tendance à en exagérer les méfaits. *Ecce homo*. »

Quand Henri Bordeaux a tenté de le faire libérer, il a narré sa visite au président Vincent Auriol. Ce n'était pas un méchant homme Auriol, il avait le sens de l'Etat. Il avait fait abroger les lois d'exil et était devenu royaliste. Mais il était tenu par son entourage et il avait peur.

— Si on le libère, il nous attaquera, dit-il.

— Il n'y pense pas, répliqua l'écrivain : il écrit un livre sur Pie X.

— Il vaut mieux qu'il attaque le Pape que s'il nous attaquait, nous ! observa le Président, sans même songer que Maurras était un fidèle de Saint Pie X.

J'admire d'autant plus Renouvin de sa découverte de Maurras qu'il n'a pu recevoir les leçons de son père. Ce dernier, Jacques Renouvin, était une sorte de héros, comme notre ami commun le général de Bénouville. Après une série d'exploits à l'*Action Française*, il s'était lancé hardiment dans la résistance et il a fini sa jeunesse à Mauthausen. Son fils, Bertrand, qui n'a pas connu son père, s'est mis patiemment à la tâche et il a découvert lui-même, sans aide, par son travail et son intuition, la doctrine royaliste de l'*Action Française*.



Tous ces sociologues occasionnels, ont beaucoup ~~toré~~ rédigé des écrits, mais ils n'ont rien apporté de positif. Autrement importants sont les travaux de La Play, de Fustel de Coulanges, de La Tour du Pin, de Joseph de Maistre. Et mieux encore *La lettre sur les ouvriers* du Comte de Chambord dont s'est inspiré Léon XIII dans l'encyclique *Rerum novarum*.

On remarquera d'ailleurs que les socialistes n'ont fait que puiser abondamment dans la terminologie des œuvres de nos écrivains monarchistes mais qu'ils en ont détourné l'application en noyant dans la politique tous les mouvements sociaux. De telle sorte que les institutions corporatives, si bien conçues et perfectionnées, ont été fourvoyées en syndicats de lutte de classes, où l'ouvrier, perpétuellement en grève, sabote son instrument de travail, ruine l'économie et devient malgré lui un agent révolutionnaire qui ne profite jamais des avantages apparents qu'il croit arracher par la violence. C'est en tous points l'inverse du système harmonieux et bénéfique développé par Maurras. Cela est si vrai que parmi les adhérents les plus actifs de l'*Action Française*, dans l'entre-deux-guerres, se trouvaient entre autres groupements les sections ouvrières du Tarn (Castres-Mazamet) de Lille Roubaix Tourcoing et autres régions industrielles, comme Le Creuzot.

Il faut le rappeler aux Français qui l'ont oublié et l'apprendre aux jeunes qui l'ignorent.

Au reste, au fil des idées, Renouvin n'oublie pas de mentionner que la cause du mal tient essentiellement aux institutions démocratiques, ces institutions « qui corrompent les hommes ». Pour les politiciens, le social n'est qu'un moyen de se hisser et de se maintenir au pouvoir. Personne, en démocratie, n'a intérêt à la paix sociale.

Jaurès ne disait pas autre chose : en plein Parlement, devant la répression de grèves (fomentées pour avoir à les combattre), il s'écria :

— C'est la République qui est le plus grand meneur, c'est la République qui est le plus grand excitateur. Traduisez-la devant vos gendarmes.

Les lois sociales de la République ne sont qu'une vaste fumisterie qui consiste à donner aux uns une part de ce qu'on vole aux autres, quitte à la leur reprendre ensuite par des moyens légaux.

●

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on tente d'étouffer la voix de Maurras qui se manifeste encore par delà les tombeaux.

Il me semble que je le vois, en 1923, dans le prétoire de la Cour d'Assises, quand, venu pour témoigner au procès de l'assassin du camelot du roi Marius Plateau, il fit cette déclaration que j'ai reproduite dans mon ouvrage précité et que, pour terminer cet article, je mets sous les yeux de mes lecteurs :

Audience du mercredi 19 décembre 1923.

Le maître que j'ai suivi dans cette étude est une des plus fortes têtes philosophiques de la France et du monde. C'est Auguste Comte. Vous le savez, ce n'était pas un capucin. Son principe fondamental était contenu dans la formule : Réorganiser sans Dieu ni roi.

Voilà mon point de départ. C'est lui qui m'a montré, seul remède à la grande misère de l'ouvrier, la nécessité d'incorporer le prolétariat à la société. L'ouvrier moderne est réduit à la condition de nomade, sans point fixe, sans garantie d'avenir, sans propriété permanente. Le problème est de donner enfin à ce prolétaire un statut stable, construisant et enracinant un véritable foyer, ainsi de le faire accéder à une sorte de bourgeoisie ouvrière qui continuât la bourgeoisie marchande et industrielle et qui le fit participer aux douceurs et aux forces du sentiment de la patrie.

J'ai étudié les médications révolutionnaires mises en avant depuis cinq quarts de siècle, mais toutes aggravaient le mal. Je n'ai vu de directions pratiques et claires que dans les doctrines contre-révolutionnaires des rois de France et des papes de Rome. Là, en effet, au lieu d'entrechoquer les hommes, on mettait d'accord, on coordonnait leurs fonctions. Ces fonctions pouvaient être exercées par des grands ou par des petits : tous, contribuant à l'œuvre, à la production, devraient être classés par rapport à cette œuvre, à cette production et non à leur état personnel. Du plus humble au plus puissant, du plus pauvre au plus riche, il existe une continuité d'intérêt, une communauté de destination si profonde et si générale que les oppositions d'intérêt secondaire (sans s'évanouir certes) doivent et peuvent s'y subordonner.

Un ouvrier du fer croit avoir intérêt à toucher le plus gros salaire possible, un patron du fer croit avoir intérêt à donner le moindre salaire possible. Mais l'un et l'autre ont un intérêt supérieur et vital à ce qu'il y ait une industrie du fer prospère.

A la lutte des classes cultivée dans toutes les théories révolutionnaires, une sage doctrine substitue donc non pas même l'entente des classes, mais le reclassement des producteurs, dans l'intérêt de la production et d'eux-mêmes. Le classement social des révolutionnaires a été comparé à celui de degré de latitude sur une carte. Il est horizontal et comporte une superposition de groupes humains étrangers les uns aux autres, s'opprimant les uns les autres et tendant à se remplacer. Le classement des sociétés ordonnées rappelle au contraire ce que figure sur la même carte les fuseaux de la longitude : il est vertical, plongé dans les profondeurs populaires et entretient des relations de coopération et de concours entre les producteurs ; à tous les degrés de l'échelle.

Il vous paraîtra innocent de tendre ainsi à la suppression de classe. Eh ! bien, cela ne peut paraître innocent à tout le monde. Un tel projet, surtout s'il tend à réussir, menace de

très près une industrie qui est encore assez florissante. C'est l'industrie politicienne. Vous savez comme elle procède. Tous ces messieurs arrivés par l'extrême-gauche excitent le peuple de prolétaires, lui prêchent la grève générale et la révolution, l'exhortent à reprendre des piques et des sabres ou à planter des drapeaux dans le fumier. Puis, peu à peu, au fur et à mesure qu'eux-mêmes s'élèvent, ils se rapprochent des patrons et des capitalistes, des conseils d'administration et des conseils des ministres. Ces anarchistes arrivés deviendront rapidement, comme disait l'un d'eux, les premiers des flics, et font tirer tranquillement sur le brave peuple qui a servi de marche-pied. Tel est aujourd'hui la grande machine à exploiter le prolétariat, en vue d'en retirer des mandats puis des portefeuilles. Mais elle ne fonctionne que si la masse populaire est gardée distincte du reste de la nation et si elle demeure à cet état mouvant, flottant, nomade dont nous parlions tout à l'heure, de manière à pouvoir être poussée en bloc contre la classe patronale et la classe bourgeoise. Supposez l'incorporation du prolétariat, ces beaux profits tombent à l'eau. C'est pourquoi ceux qui vivent de l'industrie politique nous en veulent tant. C'est pourquoi, depuis que nous existons, ils dirigent sur nous tous leurs coups (1). Pendant la guerre, la tactique était de nous représenter, contre tout bon sens, comme ennemis du prolétariat. Après la guerre, cette tactique s'est accentuée. Nous empêchions les bonnes affaires des politiciens de reprendre et de prospérer.

En désespoir de cause, ils tentent de nous assassiner. Nous n'avons peur que d'une chose, c'est de la fausse image donnée de nos idées.

Et Maurras conclut qu'il n'a pour ennemi que ceux qui trompent le prolétariat.

Pierre BÉCAT

(1) Collection Lys rouge-diffusion, SNPF, 17, rue des Petits-Champs.

* Pierre Bécât avait bien entendu titré son article «Charles Maurras et la question sociale» et c'est par erreur qu'il est devenu «... et la question politique» dans «Ecrits de Paris».

«Ecrits de Paris» mars 1983

Charles Maurras et la question sociale de Bertrand Renouvin

■ Monarchistes et syndicalistes révolutionnaires se rejoignent pour condamner la démocratie, le capitalisme et le parlementarisme. De cette vérité de fait, pourtant ambiguë (les mots demandaient à être plus précisément définis), Bertrand Renouvin est fondé à envisager une Histoire plus affinée de «L'Action française», surtout en ce qui concerne la question sociale et la conscience qui en a été prise au fil du temps. On peut ne pas admettre toutes ses conclusions, ni même tous ses éclairages. Son analyse est cependant très enrichissante, notamment en rapport avec la montée du communisme, avec le corporatisme et avec les tentatives de fascisme français auxquelles s'opposera «L'Action française» (voir à ce propos le livre indispensable de Zeev Sternhell «Ni droite, ni gauche», au Seuil). De cette étude, le «maurrasisme» se trouve rajeuni.

(Lys Rouge,
17, rue des Petits-Champs, Paris)

«Jour de France» du 26 mars 1983

LU

« CHARLES MAURRAS ET LA QUESTION SOCIALE », DE BERTRAND RENOUVIN

Un anticapitalisme de droite

AU fil des siècles, les idées cheminent et se distribuent entre les partis suivant des itinéraires singulièrement complexes. Cinquante-neuf ans avant le Manifeste communiste, où Karl Marx dénonçait de sa plume flamboyante le sec « paiement au comptant » instauré par la bourgeoisie comme nouveau rapport social entre les hommes, Rivarol désignait derrière les premiers troubles révolutionnaires en France l'œuvre pernicieuse de ceux qu'il nommait déjà très explicitement « les capitalistes ».

Au nom de la monarchie expirante, il lança contre eux un avertissement solennel : « La faveur que le gouvernement accorde aux sujets doit toujours être en raison inverse de la mobilité de leurs richesses. Ainsi celui qu'on doit favoriser le plus, c'est le laboureur... Je mets au dernier rang l'homme à argent, qui, tel qu'un magicien, peut d'un trait de plume transporter sa fortune au bout du monde ; et qui, n'agitant jamais que des signes, se

dérobe également à la nature et à la société... Cette maxime est fondamentale, et on peut toujours juger un ministre d'après elle ».

Cette hostilité envers la finance, rivale ou usurpatrice du pouvoir traditionnel, obéissait à la logique même du royalisme et de droit divin, puisque, sauf le ciel, nul ne domine la couronne. Comme en témoignent les introuvables Mémoires du marquis de Ferrières, d'autres partisans de Louis XVI aperçurent le danger pendant les débats de la Constituante. Cette vigilance d'une droite opposée par nature au pouvoir occulte de l'or déclina tout au long du dix-neuvième siècle avec les légitimistes. Puis elle se réveilla soudain au début du siècle, quand Charles Maurras dota la contre-révolution d'un système doctrinal ferme et rigoureux.

Monarchiste lui-même, héritier de cette longue et honorable tradition, M. Bertrand Renouvin puise en elle un anticapitalisme viscéral. Après une rupture sans explications

claires avec le maurrassisme, il évolua vers un gauchisme indéfinissable, assez superficiel dans ses formulations. Cette mue bizarre ne l'empêche pourtant pas d'examiner aujourd'hui la philosophie sociale du maître de sa jeunesse dans un petit ouvrage concis, solide, pourvu d'une documentation remarquable.

Camelots du roi et syndicalistes révolutionnaires

Un recours systématique aux archives, un dépouillement minutieux des collections de l'Action française sur une quarantaine d'années, donnent à son travail d'apparence modeste la vigueur d'une irréfutable argumentation. Textes en main, il sort du néant une Action française inconnue, favorable dès sa naissance aux revendications ouvrières, capable de soutenir avec une belle constance les syndicalistes de

1906, la journée de huit heures en 1920, et les principales réformes du travail sous le Front populaire.

En 1909, le gouvernement républicain, attaqué par les camelots du roi et les syndicalistes révolutionnaires, les emprisonna dans des cellules voisines, avec la certitude qu'ils supporteraient mal leur cohabitation. Le calcul se retourna vite contre ses auteurs. Selon le témoignage du maurrassien Maurice Pujo, les détenus découvrirent qu'ils appartenaient « au même monde », celui « où l'on suit des idées et non des intérêts, une pensée raisonnée et non des sentiments confus... » Chacun était certain que « son interlocuteur avait payé de sa personne ».

Malgré de remarquables intuitions sur l'avenir des sociétés marchandes, un véritable amour du peuple, l'Action française rata complètement sa conquête du prolétariat. Ceux qui la connurent de l'intérieur, et pas seulement par les livres, savent qu'elle garda jusqu'à

la fin d'intrépides militants ouvriers, comme le populaire Bouboule dans le dix-huitième arrondissement de Paris, les frères Moisy à la Convention. Dans sa valeur théorique, son fameux « politique d'abord » — c'est-à-dire la certitude qu'une conquête préalable du pouvoir constituait la suprême urgence, avec le retour de la monarchie, — n'en confinait pas moins les luttes sociales dans un combat tactiquement secondaire. Par là, Charles Maurras lui-même se condamnait à l'impuissance.

Au moment où beaucoup de livres sur la droite et la gauche ramènent la France moderne aux origines de sa récente histoire, celui de M. Bertrand Renouvin apporte sur le débat une contribution discrète mais fort estimable.

GILBERT COMTE.

★ *Charles Maurras et la question sociale*, de Bertrand Renouvin. Ed. Le Lys Rouge (17, rue des Petits-Champs), 224 pages, 98 francs.

CHARLES MAURRAS, ET LA QUESTION SOCIALE

On connaît généralement la pensée politique de Ch. Maurras et de l'Action française. On connaît moins bien ou peu sa doctrine sociale et les actions sociales menées par l'Action française. Aussi n'est-il pas inintéressant de connaître par exemple les relations entre les royalistes et les syndicats révolutionnaires, les expériences de Georges Valois entre les deux guerres ou de mesurer l'influence de l'Action française sur le régime de Vichy - somme toute relativement réduite et presque toujours indirecte, nous dit l'auteur -. De même il est bon de rappeler quelques unes des idées fondamentales de Maurras. C'est ainsi que pour le maître de l'Action française *«la lutte des classes n'est pas une fatalité mais la conséquence d'un système politique donné, qui peut disparaître si l'on se décide à réformer la société»*, écrit B. Renouvin (p. 80). Voilà donc un livre bien utile et d'une grande clarté. L'auteur a relu la thèse qu'il avait soutenue il y a dix ans et en a fait un excellent ouvrage, court et documenté.

«Ces pages n'appartiennent qu'à l'histoire... je ne pense plus que la doctrine sociale de l'Action française puisse coordonner une politique pour notre temps, ainsi que je l'écrivais», écrit B. Renouvin. Nous nous permettons de n'être pas entièrement d'accord avec le responsable de la Nouvelle Action Royaliste. Sur le plan de la réflexion et des principes, mais aussi sur celui de l'application pratique, il y a, nous semble-t-il, beaucoup de leçons à tirer de l'œuvre de l'A.F..

Prenons par exemple le problème de la sécurité sociale qui est à l'ordre du jour. Lorsque, entre les deux guerres, le gouvernement établit un projet d'assurance sociale, l'Action française s'éleva contre, non sur le principe qu'elle revendiquait depuis longtemps, mais sur la lourdeur du système étatique qui prévoyait l'embauche de 120.000 fonctionnaires (on croit rêver aujourd'hui !) et de lourds prélèvements sur les salaires. Maurras soupçonnait le gouvernement de vouloir faire des salariés les obligés du pouvoir. Un contre-projet fut élaboré. On constate aujourd'hui la justesse de cette analyse. Aucun gouvernement n'a osé jusqu'à maintenant s'attaquer à l'épineux problème de la SS, ruineux pour les particuliers comme pour l'économie française.

Nous ne résistons pas pour conclure à citer cette analyse de Maurras tiré de «L'Action Française» du 11 juillet 1911. Renouvin rappelle que pour l'Action française «... lorsque la République

Article de Bernard de GATELLIER
à paraître dans la revue
«L'ASTROLABE» N° 74

entreprend des réformes de son plein gré, elles aboutissent fatalement au socialisme d'Etat, dont Maurras donne une description prophétique...» On croirait qu'il s'agit d'un article du jour : (le socialisme d'état) *«présente cette particularité distincte de liguier les travailleurs contre la société et contre l'Etat. Esclaves de l'Etat, parasites de la Société. L'Etat détruira la société à leur profit. Et la Société ne leur inspirera aucune reconnaissance. L'Etat qui assumera l'ingrat office de répartir entre eux le profit de ses exactions et de sa flibuste, non sans y introduire un minimum d'ordre, prendra ainsi une figure de gendarme, tout d'abord un peu ridicule, puis odieuse. Un Etat tenu pour exacteur; une société figurée en marâtre; des travailleurs qui gronderont qu'on leur demande tout sans rien leur donner en échange - tels sont les trois produits de la politique sociale de toute démocratie. Il n'y a place là-dedans pour rien d'humain : ni patriotisme, ni simple amitié.»* (C.M. Q.S., p. 20)

Retrouver quelques pages de notre histoire totalement méconnue des jeunes générations et montrer que le social n'est pas l'apanage des «socialistes» : voilà déjà deux bonnes raisons pour lire ce livre. C'est enfin côtoyer l'intelligence et la remarquable prescience de Maurras qui écrivait : *«Pour sortir du chaos moral, il faut rétablir l'ordre mental, à plus forte raison, sans intelligence ne peut-on débrouiller le chaos social. Ni la bonne volonté ne suffit, ni les bons sentiments, il est un ordre supérieur qu'il faut connaître et observer si l'on veut penser et agir.»* («Aspects de la France» 27.10.51).

B.G.

Charles Maurras
l'Action Française et
la question sociale
SNPF, 17, rue des Petits-Champs
75001 Paris
224 p., prix franco : 103 F

«L'Astrolabe» BP 32 - 75362 Paris Cedex

POLITIQUE

CHARLES MAURRAS
ET LA QUESTION SOCIALE

PAR BERTRAND RENOUVIN

(Le Lys rouge, 17, rue des Petits-Champs, Paris, 224 p.)

M. René Rémond, dont *la Droite en France* (1) vient d'être rééditée dans un texte considérablement augmenté, en a défini les trois composantes, les trois constantes : ultracisme, orléanisme, bonapartisme. Seul, à mon avis, l'ultracisme représente une tradition authentique de droite. Mais où, dans quelle anfractuosité de la géologie politique anté-révolutionnaire, ce courant de pensée et de comportement a-t-il pris sa source ? On le suit de Vitrolles, de Balzac et de ce Rubichon qui nous est surtout connu par Stendhal et le portrait qu'il en a fait dans le docteur Poirier de *Lucien Leuwen*, jusqu'à Roger Nimier et de Gaulle, qui confiait au duc de Castries que le *grand refus* du comte de Chambord a été « l'événement le plus triste de notre histoire » et qui en a réintégré certains éléments dans notre histoire contemporaine. Ce courant s'étale dans l'océan claudélien et bondit dans les rapides bernanosiens après avoir été capté par des ingénieurs positivistes, comme Maistre et Maurras, dans des canalisations où se sont produites maintes infiltrations provenant du réseau hydrographique de gauche. Ce sont ces infiltrations qui resurgissent aujourd'hui du côté de M. Bertrand Renouvin et de la Nouvelle Action royaliste. Le livre que l'ancien candidat à la présidence de la République vient de consacrer à *Charles Maurras et la question sociale*, est, dans cette perspective, une remontée vers certaines sources.

M. Jacques Paugam a écrit il y a

quelques années une remarquable thèse sur *l'Age d'or du maurrassisme* autour des années 1900-1914 (2). Pour M. Renouvin comme pour M. Paugam, l'Action française a été déviée de ses sources dans l'après-guerre de 1918 par des nécessités de stratégie politique. Maurras en 1900 était apparu aux comités royalistes de l'époque en homme de gauche. Le secrétariat du duc d'Orléans ne le taxa-t-il pas de jacobinisme ? Son entourage était composé d'anarchistes, de radicaux, de socialistes néophytes de la monarchie. Entre le syndicalisme révolutionnaire de Jules Guesde et les milieux de la célèbre petite Revue grise, des échanges intellectuels s'opéraient et des reclassements politiques pouvaient s'effectuer. Ce sont ces reclassements que M. Renouvin et ses amis tentent avec un demi-siècle de retard en récupérant dans le mouvement contestataire de mai 1968 auquel ils ont participé, les éléments d'autogestion et de décentralisation que la pensée de droite a véhiculés de la *Lettre aux ouvriers* du comte de Chambord jusqu'à *l'Ordre social chrétien* de La Tour du Pin et en les incorporant dans un royalisme de gauche.

M. Bertrand Renouvin fait à cet égard les citations qui s'imposent. On sera surpris de lire sous la plume du marquis de La Tour du Pin des propositions tout à fait inconciliables avec nos idées reçues et d'apprendre que ce monarchiste « socialiste », entreprenant sa critique du libéralisme économique, a été l'un des premiers à formuler la théorie du *circuit* devenue aujourd'hui le cheval de bataille d'une jeune école d'économistes universitaires d'avant-garde. Ré-

(1) Aubier.

(2) Albin Michel.

cemment, encore, illustre cette théorie le *Traité d'économie générale* de l'un deux, M. Frédéric Poulon (3). C'est dans le même confluent de traditions et d'enseignements que se place M. Renouvin avec son livre. Il ne s'en dégage

qu'un ruisseau, mais ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières.

PHILIPPE SENART

(3) Dunod.

«CHARLES MAURRAS ET LE SOCIALISME»

Nous préparons l'édition d'un livre de Bertrand Fessard de Foucault qui s'intitulera «Charles Maurras et le socialisme». En «bonnes feuilles» nous livrons quelques extraits de la préface rédigée par l'auteur pour ce texte issu d'un mémoire de science politique présenté en 1970.

(...) «Cette année 1964 était une année - rare sous la Cinquième République - sans référendum et sans élection. Le Général avait parlé au début de l'été, du moins l'avais-je compris ainsi - c'était à Soissons - d'une éventualité monarchique pour venir après lui, et sa définition des prérogatives présidentielles, suivant de très peu, en janvier précédent, la déclaration de candidature de Defferre valant acceptation par les opposants de l'essentiel de nos institutions, avait été d'une majesté, d'un absolutisme sans égal. Ce n'est pas ce rapport pourtant que je nouais avec Maurras, mais celui de la solitude de certains visionnaires pensant et disant simple. Ainsi avais-je adhéré définitivement à de Gaulle non pour des raisons de fond - à un moment de mes dix-huit ans - mais quand il fut seul à prédire que les élections législatives suivant le référendum sur les modalités révolutionnairement nouvelles de l'élection présidentielle seraient largement gagnées; ainsi adhérais-je à Maurras comme à la solitude passagère de qui a raison devant l'éternité (et le bon sens). Je tiens encore aujourd'hui que le grand art est d'amener le suffrage universel à soutenir la grandeur, mais qu'on n'aura jamais la grandeur par le seul suffrage universel; or dans un pays comme le nôtre c'est finalement la grandeur à la tête de l'Etat qui en fait reconnaître la légitimité et emporte les affaires, même si sociologiquement ou électoralement elles sont combattues, et je ne m'acharne à défendre la démocratie directe et l'initiative populaire du référendum que comme seuls moyens de traverser l'écran des partis et d'intéresser le maximum d'entre nous aux vraies questions. Enfin toute vie et toute œuvre en groupe montrent d'expérience que la délibération éclaire la décision, nourrit le consentement et l'efficacité donc.

Les années passèrent jusqu'au triste printemps de 1969. Je ne compris pas que tant de politiques qui devaient toute leur carrière et les places où ils se maintenaient impunément au seul général de Gaulle fassent si vite bon marché de son départ. Comme sorti de l'Ecole Nationale d'Administration dans le bout du couloir d'une direction dont je ne comprenais pas encore l'intérêt et qui pas plus qu'une autre n'est vraiment pédagogue - je continuais d'hanter à petites heures la faculté de droit et un séminaire d'histoire des idées politiques, conduit par le merveilleux Jean-Jacques Chevalier : on traitait du socialisme dans les années 1900, de Bebel, Bakounine, Kropotkine, un peu de Guesde et de Jaurès, beaucoup de la Seconde internationale. Voulant creuser Maurras quoi qu'il parût loin de ce sujet, mais il en était contemporain, je reçus la permission de tenter un parallèle et suivant la méthode d'analyse du contenu qui faisait alors mode et qui, tout simplement, consiste à lire attentivement en vue d'une question préconçue, je commençais d'étudier, signets entre les pages et plume en main ce que j'avais accumulé et continuais d'accumuler de Maurras. J'étais alors occupé de ce qui pourrait surgir de réflexion et de militance pour démontrer que Georges Pompidou n'était que bien peu le continuateur, que sa politique était différente de celle du Général, et qu'il y avait - possibles, immédiates - d'autres pratiques de la Constitution, d'autres voies pour notre diplomatie, d'autres imaginations pour les rapports sociaux et économiques que les siennes... On avait dévalué, on allait admettre la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Ni la maladie, ni Michel Jobert n'étaient encore vraiment à l'œuvre pour que le Président devienne enfin (presque) l'héritier - face aux défis.

(...)

La démarche intellectuelle, la leçon de raisonnement, l'apprentissage d'une façon de penser et de considérer en toute indépendance spirituelle ne changent pas que j'héritais de Maurras une fois entré dans son œuvre, sinon dans son parcours. Et puis les circonstances depuis 1981 sont-elles si différentes de celles de 1969-1970. Si de Gaulle avait gagné, sans doute, très probablement, la conviction monarchiste eût perdu beaucoup de sa raison : la continuité du dessein et l'indépendance du Chef de l'Etat auraient été assurées par un régime d'adoption à la romaine, que laissait prévoir la Constitution telle que le référendum allait la retoucher. Mais de Gaulle vaincu, même et surtout l'élection du Président de la République au suffrage universel direct fut captée par les partis, et pour parvenir à la tête de la République, quel savoir-faire, qui a peu de commun avec la grandeur du projet et la connaissance des affaires publiques, il faut déployer... C'est une véritable mue qu'en quelques jours le nouvel hôte de l'Elysée doit accomplir du comité directeur électoral à la magistrature hors de pair. Et si cette mue s'accomplit - et je crois fermement qu'elle l'est depuis 1981 et que ce fut cette capacité très certaine à l'avance qui inspira des ralliements à François Mitterrand, autant que l'exécration pour Valéry Giscard d'Estaing, et bien au-delà des mouvements de gauche - il n'est pas certain que l'effort entrepris soit après continué, qu'un septennat ne défasse l'autre et qu'au lieu de considérer chacun dans la succession et l'avancée aussi grande que possible de notre peuple vers plus de disposition de soi, on ne cherche au contraire des revanches et des amodiations. Revient alors en force et naturellement la certitude monarchique que - par les circonstances de sa restauration, si elle a lieu, et par situation longtemps incertaine ensuite - le roi ne pourra qu'être à tout le monde, donc indépendant de toute majorité ou parti dominant dans l'instant, que le roi saura par l'hérédité garantir que le meilleur de chacun des épisodes ou des grandes durées des gouvernements se succédant sous sa signature, sera maintenu, et même imposé aux suivants que le suffrage aurait désignés. Dans cette certitude, je reconnais aujourd'hui que Maurras a peu de part car pas plus que celles de Taine sur la continuité historique et l'œuvre passée, les raisons logiques ou les démonstrations anti-démocratiques ou antirépublicaines de Maurras ne sont absolues. Le propre de la monarchie est sans doute qu'intacte dans son principe et dans la famille qui l'incarne, elle s'accommode fort bien d'adhésions et de dévouements d'origine et d'articulation très différentes selon les siècles et les moments.

A la relecture pourtant, alors que mon souvenir restait davantage marqué par un exposé et une discussion de philosophie politique à partir de critiques littéraires ou événementielles, je suis frappé par l'apport de Maurras à la sociologie politique .

(...)

Mais il est autre chose de décisif. En un temps de dichotomie, de spécialisation par rétrécissement et non par mission, les vies ne sont plus unifiées. Tel n'écrit qu'en littérature, tel ne pense et n'agit qu'en politique, tel gouverne et se voudrait philosophe, tel encore prend les fiches des autres. Personne n'adhère durablement et d'en haut à l'histoire du pays et chacun vit des existences parallèles, morcelées, successives - semble-t-il - en une seule vie biologique. Comme si le monde était trop vaste à embrasser ou notre propre nature trop complexe à assumer d'un seul élan. Or Maurras, par conviction, par indignation, par structure intellectuelle et esthétique est parvenu à cette synthèse. On peut donc considérer son œuvre autant pierre à pierre - et le choix est grand pour le contemplatif et pour l'actif - qu'en ensemble. Et l'ensemble vaut par sa cohérence. La Grèce antique nous apprend, précisément, que la force du détail et l'homogénéité du tout rendent impérissable le monument même si l'on en discute sa situation, sa destination, ses matériaux et son époque. On pourrait actualiser, on pourrait élaguer, reprendre. Ce serait pâle et les erreurs de goût ou de jugement sur des personnes ou sur des événements, des engagements ou des apathies parfois scabreux dans le moment, sont mineurs en regard de l'ensemble.

J'aurais eu à écrire personnellement sur le socialisme en France et dans le monde, que je ne m'y serais pas pris très différemment de ce que j'ai reconstitué ci-après de Maurras. Le socialisme souffre des partis, il ne gagne et ne dure qu'avec des institutions qu'il n'a pas inventées et qu'il n'aurait pas su mettre en place, il n'épouse la réalité nationale qu'en s'abandonnant beaucoup, il ne marque que par des hommes devenus d'Etat en ne songeant plus qu'à la seule France.»

B. F.F.

NOS PROJETS D'ÉDITION

Ils sont, nous l'avons dit, nombreux, mais aucun échec ne nous est permis. Des écueils techniques ne sont pas impossibles, mais on n'y peut rien pour l'instant. En revanche des écueils financiers sont plus facilement évitables si nos amis veulent bien nous aider. L'achat d'une nouvelle machine, dont la rentabilisation ne pourra vraiment commencer qu'après une assez longue période, absorbe toutes nos facultés d'investissement. Or des machines annexes, permettant un travail plus facile, plus rapide et donc rentable seront vite nécessaires. Surtout, si nous voulons imprimer des livres à bon prix, nous devons pouvoir acheter du papier en quantité. Or nos livres se rentabilisent lentement. Bref nos habituels problèmes de trésorerie ...

Le livre d'Olivier Lespès. Dans un premier temps nous avions l'intention de l'imprimer sous la forme d'une thèse (c'est-à-dire tapée à la machine) en format réduit. Cela se fait beaucoup dans les éditions juridiques (Dalloz, LGDJ, Cujas ...) avec des justifications commerciales dépassant celles de la rentabilité (il paraît que le public trouve que ça fait plus sérieux - ? -) Mais la première frappe dont nous disposons est en italique, et la lecture nous en a semblé rendue difficile. Alors nous préférons recomposer entièrement le manuscrit en caractères d'imprimerie. Cela prendra plusieurs semaines auxquelles il faut ajouter les délais de correction, puis d'impression. Le livre d'Olivier Lespès devrait donc pouvoir sortir en décembre 1983. La souscription est ouverte : 55 F franco à l'ordre «Royaliste».

Le livre de Bertrand Fessard de Foucault sur «Maurras et le socialisme». La composition des textes est bien avancée. La correction aussi. La souscription sera lancée dès qu'un nombre suffisant du livre de Lespès sera vendu. Cela nous situe entre janvier 1984 et avril. Nous avons pour la période suivante plusieurs travaux en cours concernant le royalisme de la fin du XIXème siècle, en particulier une très intéressante étude historique sur la fin du parti royaliste. Mais vous l'avez compris, le succès de CHACUN de ces projets conditionne le lancement des suivants. Alors, si vous vous mobilisez pour diffuser ces livres, il y en aura beaucoup. Si nous ne rencontrons qu'un public restreint nous irons plus lentement. De toutes façons nous avancerons.

MONDE JUIF

MONARCHISME INTERNATIONAL

Deux rois musulmans

Deux documents vraiment intéressants pour notre chronique «monarchisme international» qui rencontre un grand succès auprès des lecteurs du «Lys Rouge». Le premier est un article paru dans le dernier numéro d'«Information Juive». Il donne le point de vue quasi officiel de la communauté juive du Maroc et va à l'encontre de l'idée que l'on pouvait se faire à lire des témoignages plus extérieurs dans la presse française. Cela ne veut pas dire qu'il faille s'émerveiller, la monarchie marocaine apparaissant comme très fragile. Le deuxième document donne une image du prétendant albanais qui n'est pas conforme non plus aux calomnies et aux propos délirants habituellement répandus sur son compte. Il est vrai que c'est le premier document de première main que nous rencontrons sur ce personnage.

Une fois encore, nous ne prôtons pas la monarchie pour tous les temps et tous les pays, mais un nouveau regard sur des princes étrangers peut aussi, semble-t-il, faire tomber bien des préventions.

L.R.



Les responsables du judaïsme marocain

LE PARI SUR L'AVENIR
DES JUIFS DU MAROC

(de notre envoyé spécial)

Les années soixante ne sont plus, au Royaume du judaïsme marocain, qu'un mauvais souvenir. Les temps ont changé : naguère encore, quand la fièvre s'emparait d'une manière ou d'une autre du Proche-Orient, la communauté juive du Maroc en subissait, peu ou prou, les contrecoups et les conséquences. Ces temps sont apparemment révolus. Les événements du Liban, l'an dernier, n'ont eu pour effet, au total, qu'un de ces éditoriaux — interminables, ennuyeux et dérisoires — que signe dans la presse locale un ministre de Hassan II : Ahmed Alaoui. Contrairement à ce qui s'était passé lors de la guerre des six jours par exemple, ni menaces contre les juifs ni molestations, ni mise à l'écart psychologique de la communauté.

Si bien que l'observateur qui rentre d'une visite d'une semaine à Casablanca a l'impression d'avoir eu affaire à une communauté juive menant la vie satisfaite des gens sans histoire. Les écoles fonctionnent à la perfection (4 000 élèves dans les écoles de l'Alliance-Ittihad, d'Otzar Hatorah et des Lubavitch), les institutions sociales sont bien gérées et les synagogues ne désemplissent pas. On prévoit même la construction, avec l'aide du gouvernement, d'un centre communautaire. Quant aux activités culturelles elles manquaient assurément dans ce Cercle de l'Union devenu, par la force des choses, le havre exclusif de joueurs de cartes et autres champions de bridge.

Une commission de la communauté a donc pris sur elle d'organiser désormais un cycle de conférences dont le point de départ a été donné en juin dernier.

Le climat politique dans lequel vit la communauté est si décristallisé, la sollicitude du pouvoir pour "ses" juifs si grande que, pour saluer à sa manière cet état de choses, le Conseil des juifs du Maroc a édité, en trois langues — français, anglais et arabe — une sorte de memorandum destiné à faire le point. M. David Amar y

explique que sa communauté est "sereine en terre d'Islam".

Et il est bien vrai que les 18 000 juifs qui vivent encore dans le pays sont libres de leur travail, de leurs entreprises, de leurs groupements, de leurs échanges et de leurs liens avec l'extérieur.

Au cours des récentes élections municipales qu'a connues le pays, sur la dizaine de candidats juifs — représentant tous les horizons politiques — qui ont brigué les suffrages des électeurs, deux ont été élus — tradition oblige — au Conseil de Casablanca. Il s'agit d'un jeune médecin, M. Joseph Amar et de M. Boris Tolédano, un des responsables par ailleurs de la communauté juive de la ville, homme de qualité et de dévouement.

"Tant que le roi sera là, nous n'aurons rien à craindre pour notre avenir." Cette réflexion, recueillie auprès d'un homme d'affaires prospère, reflète le sentiment de la très grande majorité de la population. D'où, chez beaucoup, une sorte d'optimisme de fer devant les diverses expressions de la "baraka" dont semble jouir le souverain. "Il a échappé à trois reprises à des attentats. Il n'avait que peu de chances de s'en sortir mais Dieu est à ses côtés et, du même coup, Il nous protège nous aussi."

L'avenir de cette communauté est une affaire de foi, d'acte de confiance ou, plus cyniquement encore, d'un pari sur l'avenir.

Des jeunes parvenus à l'âge de leurs études universitaires partent pour généralement ne plus revenir ; une petite émigration continue qui relève davantage de retrouvailles de familles que de mouvements de foule... Mais il y aura toujours, ici plus qu'ailleurs, des hommes qui auront parié pour la permanence dans cette partie occidentale de l'Afrique, d'une communauté juive.

— "N'oubliez pas, dit un professeur arabisant, que nous sommes aujourd'hui nous, juifs du Maroc, la plus importante communauté vivant dans un pays arabe et musulman."

V. M.

Le plus grand roi *du monde... (2,02 m)* **LEKA 1^{er} prétendant** **au trône d'Albanie**

Dans la banlieue est de Paris, à Créteil, un pavillon tranche sur la monotonie et la grisaille environnantes. D'abord parce qu'il est neuf, ensuite parce qu'il semble revendiquer un statut social au-dessus de la moyenne, avec ses colonnes, ses fers forgés, son escalier majestueux. C'est là que nous avons rencontré Leka 1^{er}, roi des Albanais. Un géant au sourire débonnaire. Du haut de ses deux mètres et quelques centimètres, ce roi sans couronne regarde le monde et ses interlocuteurs avec des yeux pleins de vivacité et de finesse.

— Monsieur, qui êtes-vous ? Faut-il vous appeler Majesté et pourquoi ?

— Je suis le fils de Ahmed Zog, Zog 1^{er}, roi des Albanais. Selon les termes de notre Constitution, le fils aîné du roi devient automatiquement roi à son tour à la mort de son père. Mon père, après avoir vécu dans divers pays s'était installé en France, en Savoie, depuis six mois, lorsqu'il est décédé. J'ai prêté serment devant un Parlement temporaire, constitué dans les règles, et qui s'est réuni à l'hôtel Bristol de Paris en 1961. En ce sens, je suis donc « de jure », roi des Albanais, de tous les Albanais : ceux qui vivent dans notre pays, mais aussi ceux qui résident à l'étranger et ils sont nombreux : deux millions en Yougoslavie, dans la région du Kosovo, trois millions en Turquie, quatre cent mille en Grèce, cent vingt mille aux Etats-Unis, cinquante mille en Australie. A ces importantes colonies s'ajoutent aussi quelque trois cent cinquante mille Italiens, de souche albanaise, établis dans la péninsule depuis plus de 500 ans, et quelque cent mille autres, disséminés à travers le monde. Voilà pourquoi je préfère le titre de roi des Albanais à celui de roi d'Albanie.

— Comment pourriez-vous définir le régime d'Albanie aujourd'hui ?

— Je ne peux le comparer qu'à un seul autre pays : le Cambodge, même si le régime peut être considéré comme encore plus dur. Sous le régime de Enver Hodja, et sous celui de Mehmet Chehu, qui a disparu à la suite d'une lutte qui fut fatale à douze autres personnes, notre pays est devenu une véritable prison. Dans dix-huit camps de concentration sont enfermés quarante cinq mille condamnés politiques. Onze mille prisonniers crouissent dans les six prisons politiques recensées. C'est grâce aux travaux forcés que tous les grands travaux ont pu être menés à bien : routes, barrages, chemin de fer. Ce sont aussi les prisonniers qui ont arraché à la mer et aux marécages les terres qui ont été récupérées. C'est un régime extrêmement dur, et c'est pourquoi nous le combattons. Un véritable régime stalinien.

« Jusqu'en 1961, l'Albanie était sous influence russe. De 1961 à 1975, elle a été sous l'influence chinoise. Elle a rompu officiellement avec la Chine en 1978, et même si les relations ont repris entretemps, elles demeurent beaucoup plus froides. En réalité, le pays est totalement isolé du reste du monde, sous un régime politique, qui n'est en fait qu'un amalgame de stalinisme et de marxisme-léninisme.

— Y a-t-il dans le régime d'aujourd'hui quelque chose de positif ?

— Oui, le nouveau régime a apporté l'alphabétisation du peuple albanais. Car, sous le règne de mon père, qui n'a duré que onze ans, ce problème n'avait pu être qu'ébauché. Aujourd'hui, en Albanie, il y a des écoles et des universités. Comme élément positif, je peux aussi citer un développement des voies de communication et de l'électricité. Grâce aux barrages qui ont été construits, non seulement nous pouvons satisfaire les besoins du pays, mais l'Albanie est devenue exportatrice vers la Yougoslavie, l'Autriche, l'Italie et la Grèce.

— Quel est votre sentiment vis-à-vis de l'Italie, qui provoqua le renversement du régime de votre père ?

— L'Italie a envahi l'Albanie sous le régime fasciste. Mais beaucoup de temps est passé et il est difficile aujourd'hui de leur en tenir rigueur. D'autant que l'Italie vit aujourd'hui à nouveau dans un régime démocratique. L'histoire est heureusement faite d'oubli, sinon les relations ne seraient pas faciles entre tous les pays.

— Majesté, comment voyez-vous l'avenir ?

— Nous travaillons pour la libération de l'Albanie, pour que les Albanais aient la possibilité de décider par eux-mêmes de leur sort, pour qu'ils puissent choisir entre la monarchie et la république. C'est le but que nous poursuivons en luttant contre le régime de Tirana.

— L'hypothèse monarchiste est-elle réaliste ?

— Cela dépend d'abord des peuples. Dans le contexte de l'Albanie, cela pourrait être réaliste. Il existe des monarchies dans le monde, comme en Suède, en Belgi-

que, en Angleterre, qui ont évolué avec le temps. Mon premier souci est d'abord de libérer mon pays du communisme, puis de donner au peuple le moyen de choisir par lui-même le régime qu'il préfère.

— Arrivez-vous à concilier l'hypothèse monarchique et l'hypothèse républicaine ? Vous imaginez-vous en prince-président ?

— Ce n'est pas difficile. Mon père avait fait la même chose. Il avait dit clairement que, le jour où les Albanais seraient libres, ils seraient amenés à décider eux-mêmes pour la monarchie ou la république. Pour moi, je lutte contre un adversaire exceptionnellement important, contre une idéologie, presque une religion.

— Que se produirait-il si le peuple choisissait la république ?

— A ce moment-là, je serais content de servir mon peuple, de n'importe quelle façon, qui dépende moi.

— Quel est votre rôle dans l'opération militaire qui s'est déroulée il y a quelques mois en Albanie ?

— J'ai été informé de cette opération. J'avais exprimé les plus grandes réserves à ce sujet et je n'ai pu l'appuyer. Mais, j'admire l'héroïsme des hommes qui sont morts dans cette affaire. Il y a deux questions que je me pose et qui, d'ailleurs, pourraient être posées à tout le monde : est-ce qu'ils ont été tués lors de leur débarquement ou au moment où ils s'apprêtaient à sortir du pays, mission accomplie. Tirana ne l'avouera jamais. Seconde question : pourquoi le gouvernement a-t-il jugé bon, cette fois, de publier un communiqué, alors que ce n'est pas la première affaire de ce genre. Est-ce que cela ne cache pas des problèmes à l'intérieur ? Après l'assassinat du Premier ministre d'Albanie, qui a entraîné la mort de douze personnes, il y a eu des purges et il est probable que ces purges continuent. Je ne peux pas vous dire quelle est la vraie situation de l'Albanie, car les communications sont pratiquement supprimées, mais je pense qu'il s'y passe des choses graves.

— On a dit que vous étiez à la tête de groupes armés. Où se trouve votre quartier général ?

— Jusqu'en 1979, notre quartier général se trouvait en Espagne. C'était simplement un Q.G. administratif. Nous sommes allés en Rhodésie, puis en Afrique du Sud. Depuis lors, le Q.G. se trouve là où je suis. Nous avons plusieurs bureaux un peu partout dans le monde et gardons un contact permanent entre nous. Quant aux effectifs militaires, la plus grande partie se trouve à l'intérieur de l'Albanie, passifs pour le moment, mais ils sont présents. A l'extérieur, il y a des groupes qui ont été entraînés, d'autres qui seront peut-être entraînés encore, mais on ne peut pas le dire, car de notre silence dépend leur sécurité. En résumé, nous avons des éléments prêts à se battre et ces éléments se trouvent aussi bien à l'étranger qu'à l'intérieur du pays.

— Révolution et contre-révolution nécessitent toujours beaucoup d'argent. Avez-vous, Majesté, les moyens financiers de vos ambitions ?

— C'est vrai, je crois que c'est Napoléon qui a dit : « Il faut trois choses pour faire la guerre : de l'argent, de l'argent, de l'argent ». Pour commencer, c'est grâce à mes affaires personnelles, au Moyen-Orient et notamment en Iran, qu'ont pu débiter nos activités. Mais il est arrivé un moment où mes efforts personnels ne suffisaient plus. Les communautés albanaises ont commencé

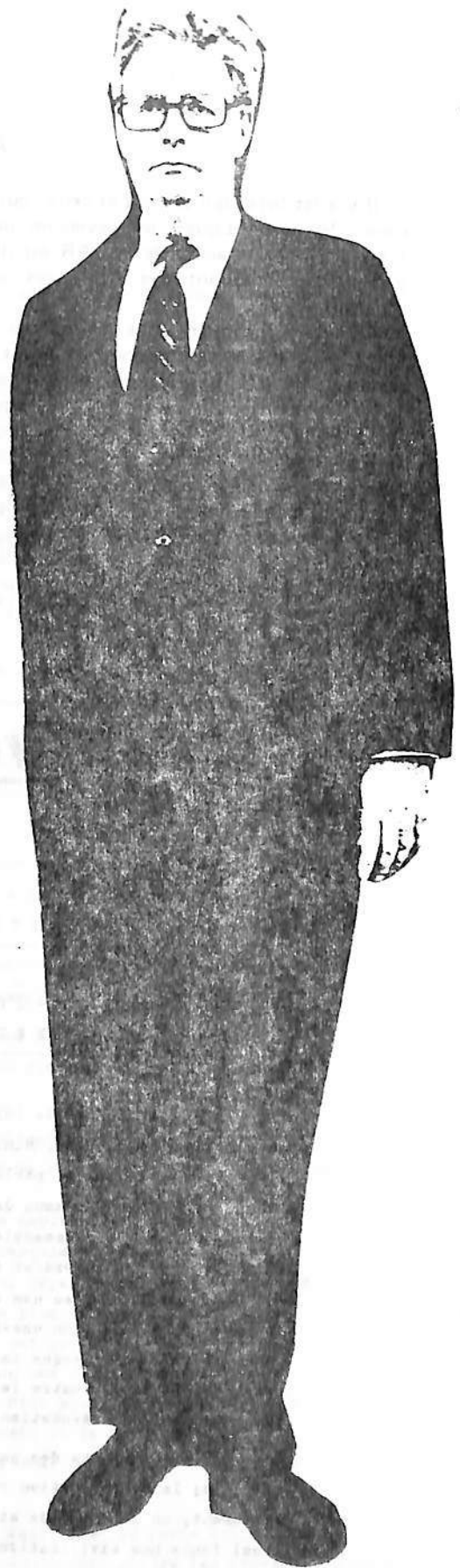
à apporter leur contribution, ainsi que certains pays du Moyen-Orient, qui continuent à nous aider de temps en temps. Ils sont les seuls. C'est pour cela que notre dispositif d'action est plutôt discret.

— Avez-vous une fortune personnelle ?

— Non. Je ne veux pas dire que je n'ai jamais eu d'argent. J'en avais pas mal lorsque je travaillais comme agent commercial dans de nombreux pays d'Europe. Mais l'argent, que j'ai gagné par mes activités commer-

ciales, je l'ai investi pour sauver mon pays et je continuerai à le faire. Ma seule fortune et celle de mes compatriotes est notre volonté de ramener notre pays dans le rang des pays démocratiques.

Propos recueillis par Jean DESAUNOIS.



AVERTISSEMENT

Il y a les livres qui se font et ceux qui restent dans des cartons à l'état de manuscrits. Impasses financières. Vétos politiques. Inachèvement de textes ne correspondant plus aux priorités du mouvement... L'histoire «souterraine» de la NAR est pleine de ces textes, motions, polémiques, résumés ou développements de débats internes, séminaires, sessions, etc. qui disparaîtront un jour, dans un déménagement, un incendie ...

Ce serait trop bête. Au «Lys Rouge» nous avons toujours eu un sens aigu de l'importance des documents historiques. Lorsqu'on nous remet des documents anciens nous ne les enterrons pas, nous les remettons aux Archives Nationales (qui nous fait un accueil vraiment sympathique) ou aux héritiers... Quand il s'agit d'un document qui nous touche de plus près, en l'occurrence l'ébauche d'un livre qui, bien que non terminé, n'a pas été sans influence sur nos thèmes de propagande (nouvelle citoyenneté) et qu'il a servi pour d'autres textes, pourquoi ne pas en publier la partie qui n'a pas connu de diffusion normale ? Même si retravaillée, réactualisée, complétée, cette ébauche doit donner un jour naissance à une œuvre plus achevée ? Nous n'avons rien à cacher des stades successifs de nos recherches. Au contraire, c'est donner une idée de la richesse de nos débats internes que d'en dévoiler certains éléments. Voici donc un ensemble de textes sur la décentralisation, écrits en 1976 par Arnaud FABRE, dans la foulée du Cahier Royaliste numéro 4 (Pour une Nouvelle Citoyenneté). Lisez notre histoire, avec 7 ans de retard seulement, les documents en seront conservés pour les historiens futurs, grâce aux abonnés du «Lys Rouge».

la nouvelle citoyenneté

CHAPITRE 1

QU'EST-CE-QUI FAIT COURIR LES REGIONALISTES ?

Dans la France de 1976, tout le monde est régionaliste ou décentralisateur, sauf, peut-être, M.M. SANGUINETTI et DEBRE en paroles, du moins ! L'actuel chef de l'Etat parle d'accroître les pouvoirs des collectivités locales. Le programme commun de la gauche, longtemps la plus jacobine du monde, propose l'élection d'Assemblées régionales au suffrage universel et le transfert des pouvoirs du Préfet de région à un exécutif régional élu. M. SERVAN-SCHREIBER, au nom du management efficace à l'angle-saxonne, a fait du pouvoir régional son cheval de bataille au début des années 1970. Et M. Robert LAFONT qui invoque la renaissance des cultures locales, l'identité occitane, la lutte contre le cosmopolitisme déracinant du capitalisme, se prononce pour une révolution régionaliste autogestionnaire et socialiste.

La diversité des partisans de la région et de leurs motifs n'est pas fortuite : la revendication régionaliste, effectivement, met en question, non seulement, un ensemble de structures économiques et administratives, mais aussi toute une civilisation uniformisatrice, toute une conception de l'homme standard qui s'est tenacement implantée en France et en Occident.

Mais elle n'est pas innocente non plus. La région a trop de défenseurs pour qu'il n'y ait pas dans le combat régionaliste des ambiguïtés dangereuses... et un risque sérieux de récupération-neutralisation par la classe politique. A cet égard, l'histoire du régionalisme en France depuis la libération est pleine d'enseignements, parfois amers, pour ceux qui souhaitent sincèrement instaurer en France de nouveaux rapports entre les citoyens, d'une part, entre ceux-ci et l'Etat, de l'autre.

" PARIS et le DESERT FRANÇAIS "
ou le REVEIL REGIONALISTE

A la fin de la IIIème République, le régionalisme en France semblait à bout de souffle. Les derniers descendants du Félibrige, qui avait provoqué au XIX^e siècle la renaissance linguistique provençale, étaient devenus des messieurs sages et sans espoir, préoccupés surtout par des querelles grammaticales. L'approche de la seconde guerre mondiale, le danger allemand faisaient passer au second plan toute autre revendication. Nul ne songeait, en Languedoc, par exemple, à renouveler le mouvement semi-insurrectionnel de 1907 qui avait soulevé un instant l'ensemble du Midi contre la République Jacobine. Et puis, les leaders de la IIIème République finissante n'avaient-ils pas, pour beaucoup, "l'assent" de Daladier aux Frères Sarraut en passant par Doumergue? Cela contribuait à faire oublier aux Méridionaux que, peu à peu, leur pays se dépeuplait.

La seconde guerre mondiale n'arrangera guère les affaires des régionalistes. Le régime de Vichy remit à l'honneur, sinon au pouvoir, pour un temps, les vieux notables traditionalistes et ruraux à la Xavier Vallat. Il se devait donc de défendre un folklore bucolique et naturiste... qui cachait mal la mise en place d'appareils technocratiques préfigurant celui de l'Etat contemporain.

De plus, la collaboration de certains chefs autonomistes bretons ou alsaciens avec l'occupant nazi contribuait à discréditer un peu plus le courant régionaliste.

Et c'est pourtant quelques années après la libération qu'apparaît un néo-régionalisme qui se montre particulièrement dynamique et même virulent.

Le catalyseur de ce néo-régionalisme a été un livre, d'abord passé inaperçu, et qui est devenu maintenant un classique "Paris et le désert Français" de Jean François GRAVIER.

GRAVIER s'insurge contre la centralisation pour des raisons économiques et démographiques. Il constate que de 1854 à 1946

l'accroissement démographique de Paris, la capitale, représente la totalité de l'augmentation de la population Française durant cette période (5.500.000 habitants). Pendant ce temps, 62 départements provinciaux sur 87 se sont dépeuplés. 22 d'entre eux ont perdu plus du quart de la population. Certains, comme la Lozère ou le Lot, en ont perdu près de 50%. Cette dépopulation est particulièrement sensible dans une vaste zone allant des Pyrénées à la Frontière belge qui recouvre le Midi aquitain et languedocien le Massif central, la Bourgogne, la Franche-Comté et la Champagne. Ce "désert Français" avec 54,4% du territoire national contient moins du tiers de sa population.

Et GRAVIER dénonce le rôle de "pompe aspirante" de Paris qui concentre les pouvoirs de décision politique et économique, attire les provinciaux par des salaires plus élevés (un tourneur sur métaux gagnait, en 1948 11 f 90 de l'heure à Paris contre 6,87 en moyenne en province). En outre, la création littéraire et artistique, la recherche scientifique sont concentrées à Paris. De la sorte, tous les éléments actifs et ambitieux sont contraints de quitter la province pour "monter" dans la capitale et renouveler le célèbre "A nous deux Paris" du Rastignac de BALZAC.

GRAVIER s'indigne de l'indifférence du monde politique face à ce déséquilibre alors que les dirigeants de la IVème République naissante se bornent à chercher à reconstituer la puissance économique globale de la France sans tenter de mieux la répartir géographiquement. Or, affirme GRAVIER, cette répartition est techniquement réalisable à l'âge de la deuxième révolution industrielle: les nouvelles sources d'énergie (électricité, pétrole, gaz naturel) permettent la dissémination des industries; et les industries de pointe qui ajoutent beaucoup de valeur à peu de matières premières sont avant tout des industries de "cerveaux" comme l'industrie chimique ou l'informatique: elles sont donc implantables sur n'importe quel point du territoire national.

Dans ces conditions, invoquer une prétendue fatalité technologique pour excuser la concentration des activités sur quelques zones du territoire est inadmissible. GRAVIER dénonce donc la tendance du

1er plan de modernisation et d'équipement (ou Plan Monnet) à reproduire les distorsions de développement économique telles qu'elles existaient avant 1939.

LE TEMPS DES COMITÉS d'EXPANSION

Les idées de Jean François GRAVIER sont vulgarisées au début des années 1950 par les innombrables comités d'expansion locaux ou départementaux ou régionaux qui se créent alors; ces comités comprennent des élus locaux, des syndicalistes, des membres de chambres de commerce... Le plus célèbre d'entre eux est le C.E.L.I.B (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons) qui a joué au tout début des années soixante le rôle d'une véritable Assemblée régionale bretonne. Ces Comités d'expansion n'hésitent pas à utiliser des moyens de pression violente (En 1961, le C.E.L.I.B fait barrer les routes et les voies ferrées)

Il est à souligner que leur plaidoyer pour la décentralisation fait appel avant tout à une argumentation sur son efficacité économique. Dès les années cinquante, l'engorgement monstrueux de Paris est dénoncé comme un obstacle au rayonnement international de la capitale. On lui oppose la souplesse d'une structure décentralisée qui utilise à plein toutes les possibilités du territoire et raccourcit les délais de décision en rapprochant les décideurs du lieu d'exécution.

Variante de ce plaidoyer, la campagne électorale lorraine de J.J.S.S en 1970 est axée autour du thème de la redistribution des pouvoirs qui permettra à la Lorraine de réussir sa difficile reconversion économique.

A la même époque, les entreprises Françaises commencent à découvrir après les Américains les vertus de la direction par objectifs et du management décentralisé. Pour être plus compétitif, le capitalisme Français souhaite réaliser dans notre Pays ce type de management: encore faut-il pour cela qu'une partie du pouvoir administratif de l'Etat "descende" en province.

UN REGIONALISME TROP EXCLUSIVEMENT ECONOMIQUE

Ne sous-estimons pas ces arguments. Le dynamisme et l'équilibre de la société Française suppose un minimum de puissance économique surtout au sein d'un monde occidental où la concurrence des Etats-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest et, dans une mesure moindre, du Japon, est durement ressentie par la France.

Or, l'Allemagne, état fédéral, dans lequel les pesanteurs bureaucratiques de l'Etat sont moindres, a supporté la crise économique de 1973-76 mieux que nous. La symbiose au niveau des Länder entre les gouvernements régionaux et les entreprises confère à celles-ci plus de souplesse et plus d'efficacité.

On en constate le résultat au niveau global: le taux d'inflation de 1974-1976 n'a été que de 11% Outre-Rhin (contre 22% en France) et les industriels allemands se taillent la part du lion sur les marchés internationaux. La différence se fait sentir de façon particulièrement brutale dans les régions frontalières; l'Alsace et la Lorraine voient leur main d'oeuvre "aspirée" par le Pays de Bade et la Sarre à cause de l'attrait des hauts salaires cependant que les capitaux allemands colonisent peu à peu l'ancienne Alsace-Lorraine. Il est vrai que Karlsruhe ou Sarrebruck sont de véritables capitales régionales contrairement à Strasbourg ou Nancy.

Il n'en reste pas moins que l'argumentation purement économique et fonctionnaliste ne pouvait, à elle seule, satisfaire durablement ceux qui red  couvraient la dimension régionale au lendemain de la libération.

La référence aux "modèles" que constitueraient les grandes démocraties occidentales décentralisées est ambiguë. Les Etats-Unis, par exemple, ont réussi, gr  ce à leurs structures fédérales, à développer les   tats du Sud et de l'Ouest naguère endormis. Mais ils sont dans le même temps un pays de déracinés dans lequel des milliers d'employés d'une firme doivent se transporter en quelques semaines à l'autre bout de l'Union parce que les dirigeants de l'Entreprise ont jugé qu'il serait plus utile à la stratégie de celle-ci de changer d'  tat.

Une décongestion du territoire Français, si elle n'est pas maîtrisée par des autorités qui n'ont pas pour seule règle la loi du profit peut, à la limite, aboutir à ces déplacements brutaux: Ainsi, fait-on venir des immigrés à Fos dans des conditions abominables et sans que les Provençaux y trouvent vraiment leur profit.

Autrement dit, une société décentralisée co  incident avec un capitalisme sauvage et tout puissant ne constitue nullement une garantie contre la déstructuration des sociétés régionales. La liquidation des communautés locales et l'inexorable broyage de tous les peuples de France dans le m  lling-pot cosmopolite, ou à dominante anglo-saxonne de la société industrielle n'y est pas impossible.

Qui plus est, il faut bien constater que le régionalisme des comités d'expansion a porté fort peu de fruits même dans les domaines qui étaient les siens. Trop souvent, la revendication en faveur de la redistribution des pouvoirs de l'Etat a été peu à peu vid  e de sa substance. Elle a été remplacée progressivement par une fâcheuse tendance à mendier auprès du Pouvoir davantage de crédits et d'équipements. C'est ainsi que les

comités d'expansion ont été amenés à cautionner, bon gré, mal gré, la politique de régionalisation économique sans décentralisation administrative, et, à fortiori, politique dans laquelle la 14^{ème} et la 15^{ème} Républiques se sont cantonnées. Ils portent leur part de responsabilité dans ses échecs que nous étudions par ailleurs (3)

Un seul exemple peut, d'ores et déjà, éclairer les lecteurs: depuis une vingtaine d'années et à l'instigation des comités d'expansion, de nombreuses municipalités se sont lancées dans la création de zones industrielles sans avoir les moyens d'exercer un contrôle sur les entreprises qui s'y installaient ni le souci de revendiquer ces moyens. Le résultat a été trop souvent déplorable: des entreprises se sont installées dans ces zones uniquement pour toucher la prime d'équipement versée par l'Etat, puis ont fermé boutique pour aller chasser la prime ailleurs (4). En l'occurrence les élus locaux servent de faire-valoir aux entreprises pour leur plus grand profit et non pour celui de la région. Autrement dit, on

ne saurait répondre à l'aide de simples techniques de management au défi global jeté par le capitalisme multiforme de la société industrielle aux hommes qui ne veulent pas devenir des robots. C'est pourtant ce qu'ont cru les notables, élus locaux ou chefs d'entreprises régionales. Ils ont ainsi voué leur action à un échec quasi total.

Enfin, le régionalisme des notables (élus locaux ou chefs d'entreprises) dans la mesure où il abandonnait rapidement la critique des structures étatiques, était condamné à se rallier tôt ou tard à la majorité au pouvoir dont il quémandait faveurs et subventions.

La façon dont le C.E.L.I.B a été phagocyté par le système est, à cet égard, exemplaire. Alors qu'à l'été 1961, il avait lancé des mots d'ordre semi-insurrectionnels, il a accepté sans broncher en 1963-64 l'enterrement du projet de loi-programme pour la Bretagne dans lequel le gouvernement voyait une atteinte au caractère universitaire de l'Etat(1). Il perd, dès lors, toute sa virulence contestatrice pour passer sous la houlette de René Pléven, ancien Président du Conseil de la 14^{ème} République et futur ministre de Georges Pompidou... Les successeurs de Pléven furent d'abord le gaulliste Martray, puis le maire giscardien de Brest, Lombard. On comprend que ces Fidéi commis de la majorité se soient contentés des promesses, non suivies d'effet, faites à maintes reprises par nos gouvernants à propos d'une hypothétique réforme régionale.

ANNEXE SOIXANTE LE PRINTEMPS DU REGIONALISME CONTESTATAIRE

Mais de nombreux régionalistes, eux, surtout parmi les jeunes et surtout dans les régions périphériques de l'hexagone ne s'en contentèrent pas. C'est ainsi que s'est développé depuis une douzaine d'années un régionalisme ultra contestataire, dominé par les préoccupations linguistiques et culturelles, autogestionnaire et semi-gauchiste.

En Bretagne, ce régionalisme est symbolisé aux yeux du public par le F.L.B (Front de libération de la Bretagne)elandestin et

d'ailleurs partiellement mystique, qui multiplie à partir de 1966 les plasticages de perceptions et de préfectures. A côté du P.L.B. prolifèrent des groupes et groupuscules, très minoritaires, plus ou moins organisés, mais extrêmement actifs.

Et surtout ces groupes bénéficient d'un capital de sympathie certain dans une région qui refuse de voir son identité se diluer peu à peu.

Ce désir de préserver la spécificité bretonne se manifeste par la multiplication des festou-noz (fêtes de nuit) et beilhs-degou (sorte de comédie de l'arte) qui continuent la tradition du théâtre populaire breton en la renouvelant: les "beilhs degou" notamment empruntent leurs thèmes à des sujets d'actualité. Il se traduit aussi par le renouveau de l'étude du breton même dans le pays galloest de la Bretagne où il n'a jamais été parlé. C'est ainsi qu'un millier de candidats passent en 1971 l'épreuve facultative de Breton au baccalauréat dans l'Académie de Rennes.

Mais il provoque aussi de dures épreuves de force sur le plan social. En 1972, l'affaire du Joint Français et la guerre du lait attestent que les Bretons supportent de plus en plus mal de voir des secteurs entiers de leur économie téléguider depuis Paris par les groupes industriels et les sociétés commercialisant les produits de l'agriculture bretonne. Ils admettent encore moins le refus de dialogue opposé par des directions lointaines et hautaines aux revendications des travailleurs bretons.

Dans les pays d'Oc, le même phénomène se produit: renaissance linguistique et prolifération de groupuscules activistes. La renaissance linguistique doit beaucoup à l'action de l'Institut d'Etudes Occitanes et du Comité Occitan d'Etudes et d'Action fondés l'un et l'autre par Robert Lafont.

Ce dernier se fait le théoricien éloquent de l'Occitanie et le dénonciateur du "colonialisme interne" en France. Mais l'Occitanisme touche surtout les milieux universitaires et étudiants. Cependant, plusieurs tentatives furent faites pour pénétrer dans les milieux des viticulteurs méridionaux; ainsi fut sauvée en 1972-1973 dans les villages de l'Aude et de l'Hérault la pastorale intitulée "Mort et Résurrection de M. Occitanie".

Les résultats en furent décevants et l'agitation viticole en pays d'Oc au printemps 1976 marquée par la tragédie de Montredon tient davantage d'un goujadisme agricole que d'une révolte inspirée par un projet régionaliste.

Le stade de la spéculation d'intellectuels à propos du régionalisme fut cependant dépassé en pays d'Oc au moins une fois: ce fut dans l'affaire du Larzac. On sait que l'armée, pour des motifs militairement peu convaincants, prétendit étendre son camp, situé sur la cause du Larzac... en expropriant 103 agriculteurs. Or, ces agriculteurs étaient de jeunes exploitants qui avaient réanimé des villages naguère quasi abandonnés et avaient réussi à créer des fermes viables et même prospères. Le sabotage de ce renouveau exceptionnel dans l'agriculture Française fut ressenti comme une insulte par les Méridionaux et provoqua un début (mais un début seulement) de "prise de conscience" occitane.

En Corse, la prise de conscience régionaliste est particulièrement virulente et animée par l'énergie du désespoir. Pendant plus d'un siècle, en effet, l'état républicain a laissé les clans dirigés par des politiciens

mettre en coupe réglée l'île cependant que l'incurie de l'administration locale et étatique provoquait un sous développement invraisemblable. Les Corses, pour survivre, avaient donc dû s'expatrier sur le continent, aux colonies ou à l'étranger; un sixième seulement des Corses vivent dans l'île de beauté et la première ville corse de France est..... Marseille.

Or, à partir de 1962, l'Etat se lança dans une politique d'aménagement de l'île, mais sans décentralisation, donc sans participation des Corses; politique qui fut jugée par les Corses, en bonne partie avec raison, comme une tentative de colonisation de l'île au profit de groupes financiers étrangers. Du coup, se formèrent des mouvements régionalistes qui se durcirent rapidement: l'Action régionaliste Corse des Frères Siméoni devint, à partir de 1971, un mouvement ouvertement autonomiste qui se rebaptisa par un glissement sémantique significatif: Action pour la Renaissance de la Corse (6 Les Frères Siméoni, après le Congrès de Corte en juin 1975 où leur "modération" fut acerbement critiquée par les jeunes militants du mouvement

se lancèrent dans l'aventure folle qui les conduisit à Algérie...

Ailleurs, (Pays Basque - Alsace - Flandre), les mouvements plus ou moins autonomistes sont nettement marginaux.

UN REFUS DU DERACINEMENT

L'ensemble des groupes régionalistes de la "France périphérique" se bat d'abord pour préserver la spécificité de leur région face au déracinement provoqué par la société industrielle. En somme, ils font écho aux gauchistes de mai 1968 dont leurs militants sont souvent contemporains, rejetant la société marchande.

C'est ainsi que les régionalistes des années 70 dénoncent la "promotion" touristique de leur pays, car celle-ci aboutit à une main mise du capitalisme extra-régional (Trigano - Club Méditerranée) sur les stations du littoral.

En outre, les motels, immeubles pieds dans l'eau et autres marinas bafouent tout le style architectural local. Enfin, les mœurs entendues au sens péguysite du terme (le goût du travail bien fait, le sens de la communauté etc..) se désintègrent lorsqu'une population est littéralement obligée de se prostituer en jouant les singes savants devant les touristes pour assurer sa substance. Robert LAPONT l'a écrit aussi:

"Il est notable qu'il (le tourisme) développe un folklore de représentation: non seulement représentation de groupes de chanteurs et de danseurs, mais représentation de jeux (la tauromachie méridionale) et représentation d'architecture régionale. Que l'on visite les Saintes Maries de la Mer, le Pays Basque, la Cornouaille ou le village artificiel des Assemblées sur la côte des Maures et l'on comprendra ce que nous dénonçons. On trouvera des pays en représentation d'eux-mêmes (7)

Ce désir de dignité des régionalistes contestataires, ce refus de voir leur pays étalonné et vendu à sa valeur marchande s'inscrit dans un souci plus large: les militants occitans ou bretons ne veulent pas que leur culture leur soit volée. Il faut entendre ce mot dans son acception la plus large; il ne s'agit pas seulement de la langue et de la littérature

locale encore que celles-ci soient, nous l'avons vu, au centre de leurs préoccupations. Culture doit être pris au sens de "l'ensemble des solutions trouvées par l'homme et par le groupe aux problèmes qui leur sont posés par leur environnement naturel et social"(8). Autrement dit, dans une société où la technique façonne de façon continue, l'homme préjuge de toutes ses décisions et les programme, les jeunes des régions qui ont gardé une personnalité assez marquée se raccrochent à leur passé linguistique ou folklorique pour essayer de façonner eux-mêmes un destin qui ne soit pas celui de producteurs-consommateurs-robots manipulés par les managers.

Répetons-le: ce type de réaction des militants régionalistes n'est qu'un cas particulier du phénomène contestataire soixantehuitard dans ce qu'il a de meilleur. Les jeunes des agglomérations parisiennes ou lyonnaises qui eux, sont déjà acculturés et déracinés par la vie dans des mégapoles informes ont un type de réaction analogue, à ceci près que faute de pouvoir se réclamer d'une culture locale, ils s'affirment différents en se passionnant pour le "Che" ou "Mao" en s'habillant en hippies ou en se lançant dans le combat écologique. Dans un cas comme dans l'autre, il y a une réaction de rejet face à la culture prédigérée diffusée par l'école et les médias.

Le néo-régionalisme comme le mouvement écologique redécouvrent ainsi les vertus de l'enracinement chantées par Barrès à la fin du XIXème siècle et plus près de nous par Simone Weil(9)! Il n'est pas étonnant que des chanteurs comme Glenmore ou Alan Stivell en Bretagne, Patric ou Marti en pays d'Oc, aient connu et connaissent encore un succès sans commune mesure avec les effectifs modestes des mouvements régionalistes lorsqu'ils chantent le pays perdu et l'exil douloureux vers Paris imposé par le chômage.

OU UNE REVOLTE D'ADOLESCENTS ?

Malheureusement, ce qui a fait la force momentanée de ce régionalisme en constitue aussi l'irrémissible faiblesse. Les mécanismes

intégrateurs de la société industrielle-marchande sont, en effet, tels que la plupart des adolescents militants et sympathisants de Lutte Occitane ou de l'Ebata ne tardent pas, lorsqu'ils sont entrés dans la vie professionnelle et ont fondé un foyer à relativiser ce combat et à devenir de dociles conformistes, voire de jeunes cadres dynamiques. Si ce n'est lors de conflits violents très limités, tels le Lersac ou l'Aléria, la mobilisation des énergies régionalistes ne se fait guère sentir dans la France périphérique. De même, d'ailleurs, les Conseils de résidents ou Associations de défense de l'environnement n'ont qu'une vie intermittente dans les grandes villes de la France "intérieure". Dans les deux cas, les tranquilisants et euphorisants distillés par la société marchande, s'ajoutant à l'usure nerveuse et physique qu'elle impose souvent provoquent une baisse désastreuse de tout sens civique

De la sorte, régionalistes, écologistes ou militants pour un nouvel urbanisme ne parviennent qu'à obtenir des succès d'estime et leurs mouvements, au demeurant profondément divisés entre eux, sont des mouvements passagers.

UN COMBAT D'IDEOLOGUES

Par ailleurs, leur recrutement important, essentiellement dans les milieux étudiants et universitaires leur donne une certaine propension à mener un combat d'idéologues. Il en est ainsi de la contestation de l'idée de nation par les régionalistes-gauchistes.

Pour un Robert LAFONT ou un Yves ROUQUETTE, l'annexion de l'Occitanie à la France est un acte de violence et de brigandage et l'imposition de la langue et de la culture Françaises, une aliénation acculturante. Cette analyse, lorsqu'elle s'applique, par exemple, à la lutte contre l'Occitan menée par l'école laïque est, en partie, exacte. Mais elle est hypothé- quée par l'équivoque qui pèse sur le mot d'aliénation: si aliénation veut dire séparation de l'homme et de son oeuvre, action de rendre l'homme étran- ger à lui-même en le dépossédant de son passé ou de son environnement

il est vrai que les Occitans sont dans ce sens aliénés: par le tou- risme comme par l'école laïque; par la destruction de la civilisation des troubadours au temps de Simon de Montfort comme par la désindus- trialisation du Midi.

Mais si aliénation veut dire action de modeler l'être par autrui (sens principal auquel l'entendait Marx) on tombe en pleine absurdité: tout être est modelé par autrui; l'enfant, notamment, l'est par les habi- tudes mentales que lui inculquent ses Parents....ou plus simplement par le paysage, le cadre de vie dans lequel se déroulent les premières années de sa vie... et qu'il n'a pas choisi. Par ailleurs, cet impact d'autrui sur soi est toujours un mélange de traumatisme et de bienfait. Il est exact que le sac de Béziers ou le pillage du Midi par les Seigneurs du Nord a été horrible. On ne saurait en tirer argument pour vouloir gommer d'un trait de plume sept siècles de présence, du Languedoc à l'intérieur de l'ensemble Français. Les Méridionaux sont dans le tréfonds d'eux-mêmes occitans et français. Nier une de ces deux dimensions équivaut à les déraciner purement et simplement.

Faute de l'avoir compris, les mouvements autonomistes en ont appelé à l'Europe contre la France ou ont employé l'expression "colonia- lisme"intérieur" qui faisait référence de façon peu honnête au problème très différent de la colonisation outre-mer. Du coup, ils n'ont pas été pris vraiment au sérieux par la très grande majorité de la population de leur région.

Ils se sont, par la même occasion, condamnés à ne rien compren- dre à la nature de l'Etat contre lequel ils se dressaient. Trop souvent, en effet, ils se sont bornés à prôner à la façon de Proud'hon, voire de Marx, un dépérissement de l'Etat et un fédéralisme aux contours imprécis (avec quel Fédérateur?). Ils n'ont pas vu que le problème était de conqué- rir l'Etat pour lui redonner sa fonction arbitrale("latérale" aux parties dirait Claude Bruaire(10) qu'il a actuellement perdue.

Par ailleurs, le souci de réagir contre la mise en valeur sauvage de leur pays par les touristes a amené les régionalistes, contrain- taires à une attitude de refus obstiné devant toute modernisation et toute industrialisation. Un écologisme rousseauiste, des campagnes peu mûries contre les centrales nucléaires(11) ont traduit au sein des mouvements auto- nomistes, ainsi que de façon plus générale dans une part de la jeunesse française, un refus panique devant un monde de la technique qui leur appau- vissait, comme uniformément hostile, ce refus, qui peut, à la limite, abou- tir à un refus pur et simple de la vie (12) débouche sur une idéalisation du passé rural de la France et sur la croyance naïve aux vertus champêtres d'un nature-mère généreuse. Ce n'est pas cette évasion dans un jardin d'Eden ima- ginaire qui permettra la lutte contre une société, pour l'instant incapable effectivement, de dominer de façon satisfaisante le milieu technique.

D'ores et déjà, les mouvements régionalistes autonomes sont en train de subir un double phénomène de marginalisation-récupération.

..... RECUPERÉ PAR LES POLITICIENS.....

Récupération par les politiciens de gauche tout d'abord. Longtemps les partis de gauche ont été des défenseurs farouches du jacobinisme considéré comme le garant de l'unité nationale et de l'égalité entre les Français. La S.F.I.O au pouvoir sous la 1^{ère} République n'était pas la dernière à profiter d'un système qui lui assurait une confortable clientèle parmi les notables locaux.

Depuis une dizaine d'années au contraire, les socialistes font de la surenchère régionaliste. Et Mitterrand, en réussissant l'aggiornamento de son parti est parvenu à entraîner des leaders du néo-régionalisme des années soixante, Michel Rocard, ancien Secrétaire du P.S.U qui parlait en 1966 de "Décoloniser la province ?". Il est maintenant Secrétaire National du P.S Michel Philipponneau, espoir des régionalistes bretons voici moins de dix ans? Il est devenu un des chefs de file de la Fédération P.S d'Ile et Vilain

Et à l'heure où sont écrites ces lignes (juillet 1976) les dirigeants bordelais des mouvements occitans en sont réduits à mendier

deux ou trois places sur la liste d'Union de la Gauche pour "figurer" lors des prochaines élections municipales.

Du même coup, les régionalistes sont condamnés à servir d'appoint à des partis dominés par des préoccupations politiciennes classiques dont les dirigeants ont été formés dans et par le système centralisateur (Que d'énarques autour de Mitterrand!) Il est douteux que la cause de la région puisse tirer un quelconque avantage de cette récupération.

Pour que ce tableau de la récupération politicienne soit complet, il faut encore mentionner le débauchage des milieux régionalistes et écologiques par les partis de la majorité. C'est ainsi que le mouvement normand est noyauté par l'officine de propagande pour la société libérale avancée... et la nouvelle race des seigneurs intitulée "Nouvelle Ecole". Mais l'opération débauchage la plus spectaculaire en la matière a été celle de M. Philippe Saint-Marc, ancien responsable de l'aménagement de la côte Aquitaine, limogé par le gouvernement CHABAN-DELMAS; Philippe Saint Marc donna ensuite dans l'écologisme contestataire et fut une sorte de "pape" du régionalisme rousseauste en 1971-1972. Mais, aux présidentielles de 1974, il fit campagne pour... M. GISCARD, et il est actuellement membre du C.D.S (Centre des Démocrates sociaux) de Jean LECANUET. Détail amusant: LECANUET est maire de la ville la plus polluée de France! Triste fin pour un écologiste mais qui symbolise elle aussi le destin prévisible des débris du néo-régionalisme contestataire.

..... ET LES MARCHANDS

A côté de la récupération politicienne, le régionalisme est récupéré de façon plus pernicieuse encore par la société marchande. Les managers du marketing de pointe ont compris que la vente de costumes typiques, de bahuts bretons (vrais ou faux) ou de disques d'Alan Stivell pouvait constituer une opération profitable. De même, le tourisme peut donner à celui qui le pratique l'illusion d'un ressourcement dans une société "archaïque" et le délicieux frisson du dépaysement parmi ces sauvages si simples et si sympathiques, Madame Michu du Pays Basque ou de Corse; Ainsi la

Ainsi la revendication régionaliste aboutit-elle à la confection de gâteaux dégradants pour les habitants des régions concernées. Ces gadgets par ailleurs ne sont que des "signes" de rusticité, de contact avec la nature ou avec vendus au prix fort à leurs consommateurs. Les seconds, comme les premiers, sont également floués.

L'ESPERANCE QUI DEMEURE

Le pronostic concernant l'avenir du mouvement régionaliste est donc, à première vue, très sombre. Il semble qu'il soit voué à servir d'alibi ou d'exutoire à l'érosion inéluctable des cultures des peuples de France et à la destruction accrue des économies des régions en retard. Le risque dans un ou deux cas de réactions du désespoir de ces régionalistes qui créeraient une situation de guerre civile n'est pas à exclure; nous pensons, bien sûr, à la Corse. Partout ailleurs, l'urbanisation accélérée, l'uniformisation des mentalités pour le plus grand profit de la consommation-standard promet à très court terme cette civilisation des robots qu'en trevoyait déjà Bernanos voici près de trente ans.

Et cependant, il existe à travers toutes les couches de la société française un malaise plus ou moins diffus face à ce déracinement. C'est chez les plus défavorisés - les Occitans qui peuplent les bureaux de poste de la région parisienne par exemple - le "mal du pays" qui se traduit par l'absentéisme ou les dépressions nerveuses. C'est chez le cadre qui vit la vie trépidante des métropoles parisienne, lyonnaise ou marseillaise, ce besoin éperdu de fuir la ville, même si la résidence secondaire ou le tourisme industriel répondent de façon fallacieuse à ce désir.

Certes, télévision et congés payés constituent des anesthésiant efficients pour enrayer le ras le bol. Mais - et l'exemple de 1968 l'a prouvé - il suffit d'une faille accidentelle dans le système pour qu'il vacille. Sa destruction durable et son remplacement par une société qui instituerait une nouvelle citoyenneté pour les Français suppose deux conditions supplémentaires.

D'abord, qu'une analyse complète de la nature du système centralisateur soit mise au point: c'est dire que la critique de la centralisation devra tenir tous les bouts de la chaîne. Il est, entre autres, indispensable que les régionalistes tiennent compte de toutes les dimensions du problème aussi bien économiques que culturelles et s'efforcent d'imaginer dès maintenant des solutions constituant une alternative sérieuse à la situation présente.

Ensuite, que la question de la nature de l'Etat nécessaire à une nouvelle citoyenneté soit franchement posée. La centralisation et l'uniformisation, phénomènes de société, ne se réduisent pas à un problème institutionnel et on ne les combattra pas seulement sur le terrain du droit constitutionnel. Il n'en reste pas moins que faute d'utiliser le levier vital de l'Etat pour la réaliser, un changement de société, les énergies de ceux qui combattent de façon éparse centralisation et uniformisation seront inutilement gâchées.

La lutte pour la nouvelle citoyenneté sera longue et difficile.
Raison de plus pour la mener avec tout le sérieux et l'efficacité désirables

(La suite dans le prochain numéro)

DEBATS ET POLEMIQUES

NON A LA DEBOUTANGISATION DE LECLERC

Un récent article d'A.F. a voulu régler des comptes avec Maurras, pour lui-même et par souci de l'âme de Gérard Leclerc, fourvoyée avec cet auteur et boutangisé de surcroît. Le projet mérite qu'on s'y arrête; mais les arguments portés contre Maurras exigent, avant cela, quelques répliques amicales.

L'auteur a mauvaise mémoire : il croit retrouver dans son adolescence réveillée ce qu'elle n'a pu lire chez Maurras. Ainsi en ce qui concerne son « nihilisme » supposé. De Maurras, A.F. ne semble être ému, comme Zozime devant la souffrance future de Karamazov, que par l'épreuve de sa surdité. C'est non seulement généreux mais bien vu. Mais il aurait été décisif de remarquer aussi que le désespoir entraîné n'était précisément pas nihilisme, qui est volonté de néant. Le mérite éternel de Maurras, sourd, déraciné enfant à Aix, orphelin de père, lecteur bouleversé du « funeste Pascal » aura justement été d'espérer toujours le Bien et la Beauté, alors irréels. Sceptique - ce qui n'est pas nihilisme ... Cf « L'ontologie du secret » de Pierre Boutang - ou même « boudhiste », cette part, nécessaire vu les circonstances, n'était pas le fond que dévoile les « Quatre nuits de Provence » ou même « Le Mont de Saturne ». Je vais aussi vite qu'A.F. et m'adressant à lui conclut sur ce point essentiel : vous avez manqué l'âme de Maurras autant que vous avez été sensible à celle de Péguy.

L'analyse que vous faites de la temporalité chez Maurras manifeste un magnifique contre-sens. Maurras « pense » tout à fait dans le temps ou, plus exactement, dans la durée qui réalise le meilleur, éprouve, affine, produit, avec la « collaboration de quelque dieu », le « miracle de l'Ordre ». Lisez la Postface du « Chemin de Paradis ; tout y est dit, soit : rien de ce que vous rapportez. On y trouve notamment l'« angoisse du temps » qui est aussi celui de la destruction, de la mort des civilisations (par exemple du Moyen Age que vous aimez) et des hommes. La durée engendre l'héritage que le temps peut détruire; quant aux mécanismes de l'Histoire, ils sont « héroïques »; tout cela exprime un souci, qui est celui de l'être et de ses chances d'atteindre le parfait, qui est aussi le « rare », l'« unique », soit : la fragilité même. Il paraît donc que Maurras appréhende de manière plus complète le temps que vous ne le faites, et vous trouverez chez lui les très bonnes raisons d'aimer ce qui dure (c'est un fondement de son royalisme) et de ne pas diviniser le temps destructeur dont la signification est incertaine.

Vous dites Maurras fermé ! C'est faute de vous ouvrir à lui. Passons sur le ridicule triste, très triste, de cette phrase : « Maurras ne connaissait rien à l'Europe, rien du monde. Que connaissait-il de la France ? La Provence. Prenant la partie pour le tout, il a pris Martigues pour Paris. » Vous signez votre ignorance (pour ce qui est du « monde », je vous recommande la lecture de « Kiel et Tanger », ouvrage de chevet du général de Gaulle, comme chacun sait). Mais j'en viens au classicisme que vous refusez; c'est votre droit - mais non, soyons maurrassiens : c'est un droit que l'on vous reconnaîtra pourvu que vous ayez de solides raisons ! Or, cher A.F., vous semblez dire que le classicisme exclut la vie. Vous tombez mal : toute sa réflexion, l'expérience d'Athènes, charnelle autant que spirituelle (lisez donc « Anthinéa », « Corps Glorieux », « Que nous reste-t-il de la Grèce ! ») reflètent son sens d'une « vie palpitante » au cœur de l'art hellène que la « figure » ne contraind nullement. Il y a quelque chose de douloureux, pour moi qui ai vibré à l'émotion de ces beaux textes sur l'atticisme, de les voir si méconnus. Que vous figez un art que vous ne connaissez pas ! J'ajoute un rocher dans votre jardin : pouvez-vous saisir l'âme de la France si vous faites l'économie - si j'ose dire - du classicisme ? C'est en le retrouvant que Maurras l'a atteinte, aussi, tandis que son refus vous la fait manquer forcément pour une large part.

Vous écrivez : «Il y aurait beaucoup à dire sur son refus du racisme hitlérien». Mais dites, dites pour voir ! Peut-on impunément suggérer le pire sans assumer la charge d'avoir éventuellement à répondre de la plus grave des accusations ? Ce n'est pas très joli, et je ne crois pas - ô sophisme - que Maurras ait «cherché» cette «déformation». On attend donc des précisions et je vous livre dans l'intervalle cette phrase tirée justement de «Devant l'Allemagne éternelle» : «je ne crois à aucun peuple élu de l'histoire profane», qui précise utilement son universalisme aristotélicien qui est le contraire du racisme puisque tout peuple est la promesse de la fin accomplie : «Au beau moment où elle ne fut qu'elle-même, l'Attique fut le genre humain.» («Anthinéa»).

J'en viens à votre projet. Vous êtes trop injuste pour qu'il soit effectivement nécessaire de chercher ailleurs que dans le désir avoué d'un «règlement de compte» le principe de votre refus. Celui-ci est significatif : pour vous, comme pour beaucoup, Maurras apparaît comme une tentation. Celle de l'intelligence, de la rigueur, de l'ascèse (à la manière de Wittgenstein), d'une discipline (perdue) de l'esprit, et comme elle rebute en engageant vous trouvez un prétexte pour refuser de voir ce qu'il y a de cœur, de passion et d'amour (si vous saviez !) au principe de cette éthique. Le «vrai seul» et, pour lui, la considération de tout l'être dans son extraordinaire richesse, tel est le maurrassisme, dans sa grandeur et la difficulté de l'imiter. Il sera toujours faux et vain (spirituellement mais pas politiquement, hélas !) de le déformer pour ignorer ce défi ou cet engagement qui est celui de l'honnête homme (bien classique, il est vrai !). Car c'est aboutir à un petit désastre : exhorter G. Leclerc, dont tout le mérite est cette ouverture (et aventure) joyeuse et charitable à toutes les âmes et à tous les hommes de bonne volonté; de renoncer à une part de l'estimable, de refuser la France classique, la Grèce, de ne plus voir le royalisme que dans le personnalisme, de se «dé-boutangiser» (quelle mutilation !) ! Ce sont là conseils bien inquiétants; on ne voit pas en quoi ils contribuent à l'ouverture. C'est manquer beaucoup - mais on l'ignorera peut-être toujours -; cela dénote, dans l'abandon, cette haine de soi - de l'héritage - que Maurras analysait avec tristesse dans «Quand les Français ne s'aimaient pas». En définitive, A.F. parle comme un converti de secte : il ne voit plus rien hors son horizon. Je propose une réconciliation : ajoutez à la lecture de la «Jeanne d'Arc» de Péguy celle de Maurras; ainsi votre adolescence ne sera plus, sur ce point, trahie.

Jean-Marc JOUBERT

P.S. La dureté relative de ma lettre est due à l'injustice qu'elle recèle à l'égard de Maurras. Il suffit de voir insulté à tort - c'est si facile, qui ira confondre ? - Le «vieux de la mer», car, comme lui, je hais le mensonge. Mais j'ai la plus grande sympathie pour A.F. (et pas à cause des initiales !) qui est manifestement trop ignorant de ce dont il parle pour vouloir mal; sa chaleureuse fougue - et Péguy, pour une part, quoiqu'il en pense - le prédispose à une fructueuse (re)lecture de Maurras; car ce sont des âmes parentes.

Le «Lys Rouge» - revue trimestrielle - directeur de la publication : Yvan Aumont -
 Abonnement normal : 40 F - Abonnement de soutien : 60 F
 tout versement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris
 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

LYS ROUGE

Le «LYS ROUGE» est la seule revue faite par des royalistes uniquement pour des royalistes. Il est le lieu privilégié pour le libre débat entre militants et pour l'étude (histoire, sociologie, idées ...) du royalisme.

NUMÉROS VENDUS 8 F franco de port

- Numéro 2 : «Monarchistes proudhoniens» (Pierre Andreu) - «L'impossible association du capital et du travail» (P. Chassard) - «Perspectives pour la cellule Economie».
- Numéro 4 : «Enquête sur le Logement» - «Etude sur l'Enseignement» par le groupe de Saint-Etienne - «Vers une nouvelle politique industrielle».
- Numéro 5 : «L'aménagement industriel» - «Dossier Energie: les sources possibles» - «Projet pour une réforme des études médicales».
- Numéro 6 : «La Francophonie» - «Le système monétaire européen» (Alain Solari) - «La France est royaume» (Luc de Goustine).
- Numéro 7 : «Le système coopératif» - «Le nucléaire» (suite du débat) - «Ernst Jünger et le Travailleur» (François Moulin) - «Maurice Clavel» (Gérard Leclerc) - «L'histoire régionale».
- Numéro 8 : «Etude sur la Sécurité Sociale» - «Le logement : proposition pour une nouvelle politique».

NUMÉROS VENDUS 10 F franco de port

- Numéro 9-10 : «Le discours légitimiste est nécessairement de synthèse» (J-P Lamy) - «Légitimité et élections présidentielles» (B. Renouvin) - Extraits d'un «Court traité du Pouvoir» écrit par Pierre Boutang en 1957 - «Déracinement et perte de légitimité» (texte de Simone Weil) - «Le concept de légitimité chez Philippe de Saint Robert» (A. Tisserand) - «Réflexion sur la Tradition royale» (H. Montaigu) - «L'Orléanisme» (F. Aimard).

Numéro 11 : «L'Etat légitime» - «La légitimité d'une révolution» - «Le Prince et le Peuple» (J-F Tristschler) - «Les Bourbons» (documents) - Texte intégral de la Constitution espagnole - «Monarchie espagnole et projet monarchique pour la France» (J-P Lamy) - «Aborder la constitution espagnole» (H. Saint-Vallier).

Numéro 12 : «Précisions sur la loi salique» (Ph. Cailieux) - «Fondements historiques de la légitimité gaulloise» (R. Hostache) - «Des prérogatives de la couronne espagnole» (D. Decherf) - «Discussion d'un numéro de la revue Pouvoirs sur l'Espagne» (F. Aimard).

Numéro 13 : «Un projet culturel pour le bassin de l'Adour» (club Nouvelle Citoyenneté de Pau) - «Bref tour d'horizon du monarchisme mondial» (F. Aimard) - «Le monarchisme en Allemagne» (Harald Schmautz) - «La NAR expliquée à des Italiens» (B. Renouvin) - documents divers sur le monarchisme à travers le monde.

NUMÉROS VENDUS 12 F franco de port

Numéro 14 : «Courrier des lecteurs» - «La Nar et le PPM : une ligne politique pour l'an 2000» (traduction d'un article de «Monarchia Oggi») - «Reportage sur les Journées royalistes» (article en italien de «Monarchia Oggi») - «Hegel, Dieu et l'Etat» étude philosophique par Bertrand Renouvin - «Etude du revenu agricole», fiche établie par la cellule Economie en 1978.

Numéro 15 : «Lettre sur l'avenir du royalisme» (JP Lamy) - «Débat sur la politique économique du gouvernement socialiste» (Pascal Erre - Jacques Beaume) - «Royalistes et Républicains à Lyon dans les années 1830» (F. Aimard).

Numéro 16 : «Histoire du mouvement monarchiste italien» (F. Torriero) - «Lettre d'un ancien carliste» - «Revue de presse monarchiste» - «A propos de Jack Lang» - «2 ans de lecture de Royaliste : une étude chiffrée» - «Débat sur les Pershing» - «Le Lys Rose?».

Numéro 17 : «Sur Gérard Leclerc et Charles Maurras» (1) - «Entretien avec Denis Helfer de l'Union internationale monarchiste» - «Le professeur Samuel réagit dans le débat sur les Pershing» - «Débat sur la troisième dévaluation du franc depuis mai 81».

12 F franco

LE NUMÉRO 18 EST PARU

Polémique sur le bicentenaire de la Révolution française - Livre de presse de «Ch. Maurras, l'Action française et la question sociale» - Nouvelles du royalisme à travers le monde - Document : «Quant la NAR inventait la Nouvelle Citoyenneté» (1) - Sur Gérard Leclerc et Charles Maurras (2) - En cadeau : un carnet de chants pour les sessions de la NAR.

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

- s'abonne au LYS ROUGE pour 4 numéros à partir du N° et verse
(40 F tarif normal) (60 F abonnement de soutien)

- commande le(s) numéro(s) du «L.R.» et verse pour cela

Chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS
C.C.P. «Royaliste» 18 104 06 N Paris

